



KPMG Audit
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France

24 place d'Avesnières
BP 40602
53006 Laval Cedex
France

Séché Environnement S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016
Séché Environnement S.A.
Les Hêtres - CS 20020 - 53811 Changé Cedex 09
Ce rapport contient 67 pages
Référence : FN-171-30



KPMG Audit
7 boulevard Albert Einstein
BP 41125
44311 Nantes Cedex 3
France



24 place d'Avesnières
BP 40602
53006 Laval Cedex
France

Séché Environnement S.A.

Siège social : Les Hêtres - CS 20020 - 53811 Changé Cedex 09
Capital social : €. 1 571 546

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Séché Environnement S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

- **Goodwill**

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwill selon les modalités décrites dans la note « 9.4 - Valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles » de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes « 9.4 - Valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles » et « 9.1 - Goodwill » des principes et méthodes comptables de l'annexe donnent une information appropriée. Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

- **Provisions**

Les provisions inscrites au bilan et les principes et méthodes de comptabilisation de ces provisions sont détaillées dans les notes « 15 - Provisions » et « 5 - Provisions courantes et non courantes ». Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues pour l'arrêté des comptes et sur la base des informations disponibles lors de nos travaux, nous avons revu les approches utilisées par le groupe et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Nantes, le 2 mars 2017

Laval, le 2 mars 2017

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

RSM Ouest Audit



Franck Noël
Associé



Jean-Claude Bonneau
Associé



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
31 DECEMBRE 2016

1. Données financières

1.1. Les comptes consolidés au 31 décembre 2016

1.1.1. Etat de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)	31/12/2014 Retraité	31/12/2015	31/12/2016	Note
Goodwill	227 604	231 457	233 403	1.1
Actif incorporel du domaine concédé	44 720	48 637	49 947	
Autres immobilisations incorporelles	11 454	12 021	13 055	1.2
Immobilisations corporelles	163 811	174 011	187 260	2.1
Participations dans les entreprises associées	847	3 135	2 885	3
Actifs financiers non courants	8 681	8 601	8 469	4
Instruments de couverture actifs non courants	/	/	/	4.3
Autres actifs non courants	3 067	37 972	44 926	4
Créance d'IS non courante	/	/	/	
Impôts différés actifs	43 964	40 067	31 862	6
ACTIFS NON COURANTS	504 148	555 902	571 807	
Stocks	11 389	11 339	11 560	
Clients et autres débiteurs	139 127	140 341	159 549	
Créances d'IS	411	963	4 081	
Actifs financiers courants	1 038	868	761	
Instruments de couverture actifs courants	/	3	/	4.3
Autres actifs courants	28 751	23 201	24 638	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 756	30 640	16 732	4.1.3
ACTIFS COURANTS	219 472	207 356	217 321	
Actifs destinés à être cédés	351	352	437	
TOTAL ACTIFS	723 971	763 610	789 565	
Capital	1 727	1 572	1 572	8
Prime d'émission	121 486	90 805	74 061	9
Réserves	125 674	134 816	160 076	10
Résultat (Part du groupe)	9 767	16 822	3 908	
Capitaux propres (Part du Groupe)	258 654	244 014	239 617	
Intérêts des participations ne donnant pas le contrôle	131	(288)	151	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	258 785	243 726	239 769	
Autres fonds propres	131	146	162	
Dettes financières non courantes	241 824	292 138	296 691	4.2.1
Instruments de couverture passifs non courants	547	436	637	4.3
Avantages du personnel	2 327	3 804	5 190	5.3
Impôt différé passif	/	/	/	6
Autres provisions non courantes	8 545	9 300	11 259	5
Autres passifs non courants	4 938	4 093	2 439	4.2.2
PASSIFS NON COURANTS	258 181	309 771	316 217	
Dettes financières courantes	29 829	28 939	33 092	4.2.1
Instruments de couverture passifs courants	596	144	22	4.3
Provisions courantes	1 904	1 828	6 632	5
Impôt exigible	578	2 377	249	
Autres passifs courants	173 617	176 326	192 987	4.2.2
PASSIFS COURANTS	206 523	209 614	232 981	
Passifs destinés à la vente	351	352	437	
TOTAL PASSIFS	723 971	763 610	789 565	

1.1.2. Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Note	2014 Retraité	2015	2016
Chiffre d'affaires	12	444 737	460 910	478 257
Autres produits de l'activité		6 636	6 855	6 953
Transfert de charges		16 944	3 999	2 770
Achats consommés		(68 909)	(66 962)	(66 435)
Charges externes		(176 790)	(169 662)	(181 396)
Impôts et taxes		(35 207)	(38 498)	(37 557)
Charges au titre des avantages du personnel		(105 276)	(108 536)	(113 526)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	13	82 135	88 106	89 066
Charges de réhabilitation/entretien site de traitement et actifs concédés		(10 038)	(9 705)	(10 405)
Autres charges opérationnelles nettes		(1 273)	(1 849)	(1 923)
Dotations nettes aux provisions	14.2	(1 807)	(329)	(1 480)
Dotations nettes aux amortissements	14.3	(33 463)	(35 643)	(40 902)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	14.1	35 554	40 580	34 356
Résultat sur cession d'immobilisations		4 831	(281)	36
Dépréciation des actifs		(123)	/	(66)
Effet des variations de périmètre		/	(626)	(698)
Autres produits et charges opérationnels		(7 433)	(1 145)	(7 432)
RESULTAT OPERATIONNEL	15	32 829	38 528	26 196
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		576	423	312
Coût de l'endettement financier brut		(14 014)	(11 879)	(10 299)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		(13 437)	(11 456)	(9 987)
Autres produits financiers	16.2	320	822	4 473
Autres charges financières		(917)	(1 482)	(5 229)
RESULTAT FINANCIER	16.1	(14 035)	(12 116)	(10 742)
Impôts sur les résultats	17	(7 092)	(8 472)	(10 531)
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES		11 702	17 940	4 922
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		(1 332)	(664)	(694)
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		10 371	17 277	4 228
Résultat des activités abandonnées		(550)	(417)	(330)
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		9 821	16 860	3 898
<i>Dont Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle</i>		54	38	10
<i>Dont part des propriétaires de la société mère</i>		9 767	16 822	3 908
Résultat net par action		1,14€	2,05€	0,50€
Résultat net dilué par action		1,14€	2,05€	0,50€

1.1.3. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	en milliers d'euros	2014 Retraité	2015	2016
Eléments qui ne seront pas retraités en résultat postérieurement (A)				
Ecart actuariels		(1 062)	(904)	(562)
Effet impôt		347	307	180
Sous-total (A)		(715)	(597)	(381)
Eléments qui seront retraités en résultat postérieurement (B)				
Ecart de conversion		(122)	(324)	(271)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture		809	571	(80)
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		(147)	(153)	(239)
Quote-part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		/	/	/
Effet impôt		(278)	(196)	27
Sous-total (B)		262	(102)	(563)
<i>Sous-total gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		<i>(454)</i>	<i>(700)</i>	<i>(944)</i>
<i>Résultat net de la période</i>		<i>9 821</i>	<i>16 860</i>	<i>3 898</i>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		9 366	16 158	2 954
<i>Dont quote-part attribuable aux propriétaires de la société mère</i>		<i>9 313</i>	<i>16 122</i>	<i>2 964</i>
<i>Dont quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>		<i>54</i>	<i>36</i>	<i>(11)</i>

1.1.4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Total attribuable aux propriétaires de la maison mère	Total attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL des capitaux propres
	Note 8	Note 9		Note 10				
Situation nette Retraitée au 31/12/13	1 727	290 931	(3 437)	(24 595)	(7 115)	257 510	118	257 628
Gains et pertes comptabilisés directement en KP					(454)	(454)		(454)
Résultat retraité 31/12/14				9 767		9 767	54	9 821
Résultat net et gains et pertes directement comptabilisés en KP				9 767	(454)	9 313	54	9 366
Dividendes versés				(8 145)		(8 145)	(41)	(8 186)
Actions propres			(24)			(24)		(24)
Autres variations		(169 445)		169 445		/		/
Situation nette Retraitée au 31/12/14	1 727	121 486	(3 461)	146 472	(7 569)	258 654	131	258 785
Gains et pertes comptabilisés directement en KP					(700)	(700)	(2)	(701)
Résultat 31/12/15				16 822		16 822	38	16 859
Résultat net et gains et pertes directement comptabilisés en KP				16 822	(700)	16 122	36	16 158
Dividendes versés				(7 413)		(7 413)	(55)	(7 467)
Actions propres			74			74		74
Autres variations	(155)	(30 680)		7 413		(23 422)	(400)	(23 823)
Situation nette au 31/12/15	1 572	90 805	(3 387)	163 294	(8 270)	244 014	(288)	243 726
Gains et pertes comptabilisés directement en KP					(944)	(944)	(1)	(944)
Résultat 31/12/16				3 908		3 908	(10)	3 898
Résultat net et gains et pertes directement comptabilisés en KP				3 908	(944)	2 964	(11)	2 954
Dividendes versés				(7 412)		(7 412)	(19)	(7 431)
Actions propres			51			51		51
Autres variations		(16 744)		16 744		/	469	469
Situation nette au 31/12/16	1 572	74 061	(3 336)	176 533	(9 213)	239 617	151	239 769

1.1.5. Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
RESULTAT DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	11 702	17 940	4 922
<i>Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence</i>	88	95	47
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et/ou non liés à l'activité :</i>			
- Amortissements et provisions	34 853	36 711	44 239
- Plus-values de cessions	(4 386)	281	3 864
- Impôts différés	4 465	3 993	8 163
- Autres produits et charges calculés	2 688	2 014	1 388
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	49 410	61 034	62 624
Impôt Société	2 627	4 478	2 368
Coût de l'endettement financier brut net des placements long terme	10 882	10 155	9 506
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT avant impôts et frais financiers	62 919	75 667	74 498
Variation du besoin en fonds de roulement	(8 503)	(31 758)	(16 092)
Impôts décaissés	(224)	(2 761)	(6 955)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÈRE PAR LES ACTIVITÉS OPERATIONNELLES (A)	54 192	41 148	51 451
Investissements corporels et incorporels	(46 877)	(48 233)	(53 740)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9 036	5 177	2 314
Décaissements sur investissements financiers	(1 486)	(1 135)	(1 438)
Encaissements sur investissements financiers	73	532	620
Trésorerie nette sur acquisitions de filiales	(175)	(5 923)	(1 516)
Trésorerie nette sur cessions de filiales	/	276	/
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	(39 429)	(49 306)	(53 760)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(8 145)	(7 413)	(7 412)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(41)	(55)	(19)
Augmentations de capital en numéraire	/	/	/
Mouvements sur actions propres	(29)	(23 320)	58
Variation des autres fonds propres	/	/	/
Emissions d'emprunts	73 623	190 024	33 128
Remboursements d'emprunts	(56 592)	(145 955)	(29 683)
Intérêts décaissés	(12 373)	(13 011)	(8 871)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	(3 557)	271	(12 798)
TOTAL DES FLUX DE LA PÉRIODE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES (A) + (B) + (C)	11 205	(7 888)	(15 107)
FLUX DE LA PÉRIODE DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	(182)	(5)	(2)
TOTAL DES FLUX DE LA PÉRIODE	11 023	(7 893)	(15 110)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	27 733	38 630	30 453
<i>Dont Trésorerie à l'ouverture des activités poursuivies</i>	27 527	38 614	30 443
<i>Dont Trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées</i>	205	15	10
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	38 630	30 453	15 185
<i>Dont Trésorerie à la clôture des activités poursuivies (1)</i>	38 614	30 443	15 178
<i>Dont Trésorerie à la clôture des activités abandonnées</i>	15	10	7
Incidence des variations de cours des devises	(127)	(283)	(158)
<i>Dont Variation des taux de change des activités poursuivies</i>	(118)	(283)	(158)
<i>Dont Variation des taux de change des activités abandonnées</i>	(8)	/	/
(1) dont :			
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie active</i>	38 756	30 640	16 732
<i>Concours bancaires courants (dettes financières courantes)</i>	(141)	(197)	(1 554)

1.1.6. Annexes aux comptes consolidés annuels 2016

1.1.6.1. Principes et méthodes comptables

Point 1 - Référentiel comptable

Depuis le 1er janvier 2005, les états financiers consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au travers du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, portant homologation du référentiel IFRS.

Pour l'élaboration des états financiers au 31 décembre 2016, le Groupe a appliqué les normes dont l'application est obligatoire au 1^{er} janvier 2016, à savoir :

- Amendements à IAS1 concernant l'information à fournir ;
- Amendements à IFRS10 « Etats financiers consolidés » et IAS28 « participation dans les entreprises associées » s'agissant des ventes ou contributions d'actifs réalisées entre le groupe et les entités mises en équivalence » ;
- Amendements à IAS16 « immobilisations corporelles » et IAS 38 « immobilisations incorporelles » portant clarification sur les méthodes d'amortissements comptables ;
- Amendements à IFRS11 « partenariats » portant sur l'acquisition d'une quote-part dans une activité conjointe
- Amendements du cycle 2012-2014 portant sur :
 - IFRS5 – les actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ;
 - IFRS7 – instruments financiers
 - IAS19 – avantage du personnel

L'application de ces amendements a été sans impact sur les états financiers du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe n'a procédé à aucune autre application par anticipation de normes dont la date d'application est postérieure au 1er janvier 2016, mais dont l'application anticipée était possible.

Enfin, le Groupe est en cours d'évaluation des impacts éventuels de l'application d'IFRS9, IFRS15 et IFRS16 sur ses états financiers consolidés mais ne dispose pas encore d'éléments chiffrés.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Séch Environnement le 1er mars 2017. Ils seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée générale. Ils sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments

financiers dérivés évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations. Les estimations réalisées par le Groupe portent principalement sur la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles, l'évaluation des provisions (notamment les provisions pour avantage au personnel). Les hypothèses clés retenues par la direction pour l'estimation des valeurs recouvrables des immobilisations corporelles et incorporelles sont précisées au point 9.4 des présentes annexes. Celles retenues par la direction pour l'estimation des provisions pour avantage au personnel sont précisées au point 15.4 des présentes annexes.

Les principes comptables dans les notes suivantes ont été appliqués pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2016.

Point 2 - Périmètre et méthode d'intégration

Le périmètre de consolidation de Séché Environnement comprend, outre la Société mère consolidante Séché Environnement SA, toutes les entreprises qu'elle contrôle, directement ou indirectement, de manière exclusive, conjointe, ou sur laquelle elle exerce une influence notable, et ce, quelle que soit leur forme juridique. Les filiales sont consolidées à compter de la date de prise de contrôle jusqu'à la date de perte de contrôle. Pour apprécier le contrôle et conformément aux dispositions d'IAS27, les droits de vote potentiels attachés à des instruments financiers pouvant, s'ils étaient exercés, donner un droit de vote à Séché Environnement ou à ses filiales, sont pris en considération.

Les entreprises sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale : selon les dispositions d'IFRS10, le contrôle se détermine au regard de la capacité du Groupe à exercer le pouvoir sur les entités concernées de manière à influencer sur les rendements variables auxquels il est exposé ou a droit en raison de ses liens avec elles.

Conformément à IFRS11, ce dernier classe ses intérêts dans des partenariats, soit en

tant qu'activité conjointe soit en tant que co-entreprise en fonction de ses droits sur les actifs et ses obligations au titre des passifs, relatifs au partenariat. Lors de cette évaluation, le Groupe prend en compte la structure du partenariat, la forme juridique du véhicule distinct, les stipulations contractuelles et le cas échéant d'autres faits et circonstances. A l'examen de ces nouvelles dispositions, il apparaît que le Groupe ne dispose que de co-entreprises. En conséquence, ces dernières sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, conformément aux prescriptions d'IFRS11.

Point 3 - Opérations majeures et comparabilité

Point 3.1 – opération majeure

Au cours de l'exercice 2016, le Groupe a acquis :

- Le 2 mars 2016, 100% du capital de la HPS Holding détenant 100% de la société HPS Nuclear Services. Au 1^{er} juillet 2017, HPS Nuclear Services a absorbé les sociétés HPS Holding et Séché Energies et a changé sa raison sociale en « Séché Energies ».

Ces sociétés, consolidées selon la méthode de l'intégration globale, représentent moins de 5% du total bilan et du résultat opérationnel. De fait, les comptes de l'exercice 2014 et 2015 n'ont pas fait l'objet d'un proforma au titre de ces opérations ;

Point 3.2 - comparabilité

A compter du 1er janvier 2015, le Groupe a appliqué les dispositions d'IFRIC 21 – comptabilisation des taxes opérationnelles. Ceci a eu pour conséquence de constater :

- Dès le 1er janvier, l'intégralité des taxes foncières dues par le Groupe à cette date et exigibles au cours du quatrième trimestre ;
- Au 1er janvier 2015 la Contribution sociale de Solidarité due en 2015 et calculée sur la base du chiffre d'affaires 2014. La Contribution sociale de solidarité due en 2016 et calculée sur la base du chiffre d'affaires 2015 n'est en revanche plus constatée sur l'exercice 2015.

A des fins de comparabilité, les états financiers comparatifs 2014 ont été retraités selon les mêmes principes.

Point 4 - Méthode de conversion

La monnaie de présentation des comptes consolidés de Séché Environnement est l'euro.

Point 5 - Traduction des opérations en devises

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros au taux de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture des comptes, les actifs et passifs libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à cette date. Les écarts de change résultant de cette conversion sont portés en compte de résultat.

Une avance en compte courant auprès d'une filiale partie intégrante du Groupe dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible constitue une part de l'investissement net du Groupe dans cette activité à l'étranger. A ce titre, et en application d'IAS21, les écarts de change provenant de ces avances sont enregistrés directement dans les capitaux propres (en écart de conversion). Ils sont comptabilisés en résultat lors de la sortie de l'investissement net.

Point 6 - Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères sont tenus dans la monnaie de fonctionnement de chaque filiale.

Les postes de bilan sont convertis, dans les comptes consolidés du Groupe, sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat, ainsi que le tableau flux de trésorerie sont convertis sur la base des taux moyens de l'exercice.

Les écarts de conversion constatés tant sur les éléments du bilan (variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de clôture de l'exercice en cours) que sur le résultat (variation entre les cours moyens et ceux de clôture de l'exercice) sont portés :

- pour la part revenant au Groupe dans les capitaux propres consolidés où ils figurent sur la ligne "écart de conversion" ;
- pour la part des tiers, en poste "intérêts minoritaires".

Point 7 – Information sectorielle

Le PDO (principal décideur opérationnel) dispose de données chiffrées par entité juridique. Les entités juridiques réalisent, indifféremment, des prestations de traitement de déchets de type DD (déchets dangereux) ou DND (déchets non dangereux), auprès d'une clientèle très diversifiée (collectivité et/ou industriel), dans des installations diverses, dans un cadre réglementaire unique, principalement en France.

A chaque typologie de déchet ne correspond pas une typologie de clientèle ni même

une typologie de traitement. A chaque entité juridique ne correspond pas spécifiquement une typologie de déchets, de traitement ou de clientèle. Les offres faites par le Groupe à ses clients intègrent cette diversité dans la nature des déchets et dans les filières. L'intégration constante des activités du Groupe ne fait que renforcer cet état de fait.

De fait, l'évaluation des performances et l'allocation des ressources du Groupe réalisée par le PDO s'effectue sur la base d'une analyse d'indicateurs de performance non différenciés par entité juridique et présentant les mêmes caractéristiques économiques quelles que soient les entités juridiques.

Le Groupe considère donc agir sur un seul secteur, celui de la propreté.

Point 8 - Changement de méthode et d'estimation comptable

Point 8.1 – Changement de méthode comptable

Le Groupe n'a procédé à aucun changement dans les principes et méthodes comptables appliqués.

Point 8.2 – Changement d'estimation comptable

Le Groupe n'a procédé à aucun changement d'estimation comptable.

Point 9 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Point 9.1 - Goodwill

Le Goodwill représente l'excédent du coût d'une acquisition sur la part acquise par le Groupe dans la juste valeur des actifs nets, des passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité à la date d'acquisition. Des corrections ou ajustements peuvent être apportés à la juste valeur des actifs et passifs acquis dans les 12 mois qui suivent l'acquisition. Il en résulte alors une correction rétrospective du goodwill.

Dans le cas où la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables comptabilisés est supérieure au coût d'une acquisition, la différence est immédiatement reconnue en résultat.

Les acquisitions complémentaires de titres d'une filiale antérieurement déjà consolidée selon la méthode de l'intégration globale ne donnent pas lieu à constatation d'un goodwill complémentaire, ces opérations étant considérées comme des transactions entre actionnaires devant être constatées au sein des capitaux propres.

Les goodwill font l'objet de tests de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable et sa valeur recouvrable est comptabilisée en charge opérationnelle sur la ligne « dépréciation d'actifs » et est irréversible.

Point 9.2 - Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe, comptabilisées à l'actif selon les dispositions d'IAS38, sont principalement composées :

- de potentiels ou de droits d'exploitation : ils sont représentatifs de la valeur payée pour un site du fait de ses qualités intrinsèques le rendant particulièrement utile à l'exploitation d'un site d'enfouissement ;
- de droit incorporel reconnu dans le cadre de l'application des dispositions d'IFRIC12 relatif aux contrats de concession de service public. Les immobilisations incorporelles reconnues à l'actif à ce titre représentent le droit du concessionnaire à facturer les usagers de service public.
- de frais de développement : ils correspondent aux études engagées relatives à l'innovation technologique, à l'amélioration de l'efficacité des installations, de la sécurité et de la protection de l'environnement. Ils font l'objet d'une comptabilisation à l'actif dès lors que les critères de reconnaissance tels qu'édictés par IAS38 sont remplis.
- de brevets et de logiciels ;

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur dans les conditions décrites au point 9.4 de la présente note sur les principes comptables appliqués.

Point 9.3 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût historique d'acquisition, de production ou d'entrée dans le Groupe des composants qui les constituent, sous déduction des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Lorsque les composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

La valeur comptable des immobilisations corporelles ne fait l'objet d'aucune

réévaluation.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité de chaque composant de l'immobilisation.

L'amortissement est pratiqué sur la base de la valeur comptable, nette le cas échéant d'une valeur résiduelle.

Immobilisations	Durée d'amortissement pratiquée (en années)
Constructions	5 à 25 ans
Installations complexes	1 à 20 ans
Autres immobilisations corporelles	1 à 25 ans

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement font l'objet, conformément à IAS17, du retraitement des biens à l'actif du bilan et de la constatation en dettes financières des montants restant à payer au titre de la valeur d'origine de ces actifs :

- les actifs ainsi immobilisés font l'objet d'un amortissement sur la durée et le mode des biens équivalents détenus en propre par les sociétés consolidées ;
- la dette constatée est amortie selon un plan déterminant la charge d'intérêt au titre d'une période sur la base du taux implicite du contrat appliqué au capital restant dû en début de période ;
- les impôts différés induits par ce retraitement font l'objet d'une reconnaissance dans les comptes du Groupe conformément aux principes de reconnaissance des impôts différés précisés au point 17 de la présente note sur les principes comptables appliqués ;

Point 9.4 - Valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de perte de valeur dans certaines circonstances :

- pour les immobilisations incorporelles dont la durée de vie est indéfinie et les immobilisations incorporelles en cours, un test est réalisé au moins une fois par an ;
- pour les autres immobilisations, un test est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les immobilisations (incorporelles et corporelles) soumises aux tests de perte de valeur sont regroupées au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendants :

- sur la zone géographique France, en raison de l'intégration sans cesse

croissante des métiers du Groupe, du développement de l'offre globale et par voie de conséquence des opérations et flux intragroupes, Séché Environnement estime pertinent de considérer que son périmètre d'activité est constitué d'une seule UGT

- Sur la zone internationale, l'interdépendance des flux se trouve pénalisée par une réglementation sans cesse plus contraignante, compliquant les flux transfrontaliers entre les pays dans lesquels opère le Groupe. De fait, il apparaît pertinent au Groupe de considérer sur cette zone 5 UGT, représentant les 5 pays dans lesquels le Groupe opère : Espagne, Mexique, Argentine, Hongrie, et Allemagne.

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

La valeur d'utilité est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie prévisionnels. Il est précisé que :

- les flux prévisionnels de trésorerie sont calculés à partir des business plans consolidés de chaque UGT couvrant 3 exercices (hors l'exercice en cours) et les années 4 et 5 sont projetées à l'identique de l'année 3. Les business plan précédemment mentionnés sont réalisés selon les mêmes principes que ceux appliqués au processus budgétaire, c'est-à-dire établis sur la base de la meilleure connaissance possible des opérationnels de l'expérience passée, des évolutions des marchés et des techniques, et font l'objet d'une revue par la direction du Groupe pour en assurer la cohérence avec la stratégie suivie et la politique d'investissement en découlant ;
- une valeur terminale est déterminée sur la sixième année, extrapolant le flux de l'année 5 sur la base d'un taux de croissance à l'infini de 1,53%. En 2015, le taux de croissance à l'infini retenu était de 1,53% ;
- le taux d'actualisation retenu pour 2016 est de 5,15%. En 2015, il était de 5,46% et en 2014 de 5,78%. Le taux retenu reflète les appréciations actuelles du marché sur le coût moyen du capital. Le choix d'un taux d'actualisation unique se justifie par le fait que les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont portés à quasi 100% par des sociétés de la zone Europe qui elles-mêmes exercent leur activité quasi-exclusivement en zone Europe. Ce taux d'actualisation est un taux après impôt appliqué à des flux de trésorerie après impôt. Son utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant

impôts à des flux de trésorerie hors effet impôt (comme recommandé par la norme IAS 36).

Les pertes de valeur relatives au goodwill ne sont pas réversibles et sont comptabilisées dans le résultat opérationnel sur la ligne « dépréciation d'actifs ». Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles sont réversibles et sont également comptabilisées dans le résultat opérationnel sur la ligne « dépréciation d'actifs ».

Point 10 – Contrat de concession

Le Groupe développe la part de ses activités de délégataire de service public. Les contrats concernés sont à ce jour portés par les sociétés Béarn Environnement, Sénerval, Séché Eco-industries, Alcéa.

Ils prévoient, moyennant rémunération, le transfert par les concédants du droit d'exploiter des installations dédiées.

- Ces installations sont, soit mises à la disposition du concédant à titre gratuit et éventuellement améliorées par le concessionnaire sur la durée du contrat, soit construites puis exploitées par le concessionnaire ;
- L'utilisation des actifs se fait en priorité au profit des activités apportées par les autorités concédantes (sans garantie de tonnages ou de rémunération minimum). Les contrats prévoient également les conditions d'intéressement et/ou d'indemnisation de la collectivité aux résultats dégagés sur l'activité apportée par les autres usagers du service ;
- Les contrats prévoient, aux termes de ces derniers, les conditions de transfert, à la collectivité, de ces installations concédées ;
- La rémunération des prestations est soumise à révision via des clauses de révision de prix en fonction le plus souvent de l'évolution d'indices industriels. Lorsque les rémunérations des prestations de construction sont nettement identifiées et indépendantes de l'utilisation de l'actif, les clauses de révisions portant sur ces rémunérations sont étroitement corrélées à l'évolution du coût de financement des constructions ;
- Ces contrats prévoient également une obligation d'entretien et de réparation des actifs concédés.

Ces contrats de concession sont comptabilisés selon les dispositions de l'interprétation « IFRIC12 – concession de services publics », publiée en novembre 2006 et d'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2010 :

- Les infrastructures reçues à titre gratuit du concédant ne sont pas inscrites à

l'actif du bilan ;

- Le droit d'exploiter les infrastructures est reconnu au bilan, soit en actif financier si l'analyse du contrat conclut que le concessionnaire dispose d'un droit incondicional de recevoir de la trésorerie de la part du concédant, soit en actif incorporel si l'analyse du contrat conduit à considérer que ce droit s'apparente au droit accordé par le concédant de facturer les utilisateurs du service public. Les actifs incorporels reconnus dans ce cadre sont amortis linéairement sur la durée d'utilité des infrastructures générant ce droit ;
- Les prestations de construction ou d'amélioration des installations existantes sont comptabilisées, pour leur juste valeur, en résultat, selon les dispositions d'IAS11 et les prestations d'exploitation sont comptabilisées selon les dispositions d'IAS18 comme mentionné dans le point 18 – «comptabilisation des produits» de la présente note ;
- Les dépenses d'entretien et de réparation sont comptabilisées en charges. Elles font l'objet d'une comptabilisation en charges à payer lorsqu'il existe un décalage temporel entre l'engagement contractuel et la réalisation de ce dernier.

Les principales dispositions des différents contrats sont précisées ci-dessous :

contrat	Type de prestation	Durée	Clause de révision de prix	Révision contractuelle du contrat	Option de renouvellement	Option de résiliation
BEARN	Construction Exploitation	Jusqu'en 2019	Annuel, selon indice	Non	Non	Oui
SENERVAL	Construction Exploitation	Jusqu'en 2030	Mensuel, selon indice	Non	Non	Oui, cas de manquement grave ou intérêt général
OLERON	Exploitation	Jusqu'en 2017	Annuel, selon indice	Non	Oui, 3 fois 1 an	Oui
ALCEA	Construction Exploitation	Jusqu'en 2024	Annuel, selon indice	Non	Non	Oui

S'agissant du contrat de Béarn, l'avenant 19, signé le 4 mars 2014, entre la société et le SMTD, a ramené la durée du contrat de délégation de service public à 20 ans, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat commune d'Olivet.

S'agissant du contrat d'Oléron, un avenant a été signé, allongeant la durée de la délégation jusqu'à mai 2017.

S'agissant du contrat de Senerval, ce dernier a fait l'objet de plusieurs avenants depuis le 7 novembre 2014, date à laquelle la DIRECCTE a arrêté les installations du fait de la présence d'amiante révélée sur l'ensemble des fours lors des travaux de rénovation de chaudière. Ces avenants ont prescrit les modalités de prise en charge par la collectivité, en sa qualité de propriétaire des installations, des surcoûts et pertes d'exploitation subis par le délégataire. Cette prise en charge a pris la forme d'indemnisations directes et d'augmentation de la redevance proportionnelle. Cette dernière forme de prise en charge induit la constatation d'une créance recouvrable sur la durée résiduelle de la délégation. Il est précisé que la collectivité a décidé l'arrêt des activités d'incinération le 3 septembre 2016 pour une durée de 29 mois pour la réalisation des travaux de désamiantage. Les conditions d'indemnisation du délégataire sont prescrites par l'avenant 7 signé en décembre 2016.

Point 11 – Subventions publiques

Les subventions comptabilisées par le Groupe sont principalement liées à des actifs. Ces subventions d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan dans la rubrique "autres passifs courants" sur la ligne "produits constatés d'avance". Elles sont ramenées au résultat au rythme d'amortissement de l'actif auquel elles sont adossées, sur la ligne "autres produits de l'activité".

Les éventuelles subventions d'exploitation sont constatées directement en revenus, sur la ligne « autres produits de l'activité ».

Point 12 - Instruments financiers

Les instruments financiers portés par le Groupe comprennent :

- des actifs financiers non dérivés : actifs disponibles à la vente, les prêts et créances, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ;
- des passifs financiers non dérivés : emprunts et autres financements, concours bancaires courants, dettes d'exploitation ;
- des instruments financiers mixtes ou dérivés : obligations convertibles en actions, options d'achat, instruments de couverture de flux de trésorerie.

Leur comptabilisation par le Groupe suit les principes édictés par IAS39 : Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée, pour les instruments qui ne sont pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement attribuables.

Point 12.1 – actifs financiers non dérivés

Actifs disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent principalement :

- les titres des sociétés non consolidées, dont la juste valeur est déterminée en tenant compte de la dernière quote-part de situation nette connue ;
- Les autres valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers, à savoir, pour le Groupe, les autres titres immobilisés.

Toute variation de la juste valeur initialement comptabilisée est enregistrée directement en capitaux propres, sauf s'il est constaté une baisse significative ou prolongée de cette valeur (baisse de plus de 30% sur une période de 6 mois consécutive).

Lors de la cession de ces actifs financiers, les montants comptabilisés dans les capitaux propres sont repris en résultat.

Prêts et Créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations non consolidées, les prêts, dépôts et cautionnement, ainsi que les créances clients et autres créances opérationnelles (fiscales, sociales, autres).

Cette catégorie d'actifs est évaluée à sa juste valeur lors de la comptabilisation initiale (ce qui, dans la plupart des cas correspond à la valeur nominale), puis au coût amorti (selon la méthode du taux d'intérêt effectif) diminué du montant des éventuelles pertes de valeur.

Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les dépôts à vue, les dépôts à terme, et des placements liquides dans des valeurs mobilières de placement. Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau de flux.

Les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués de Sicav monétaires. Elles sont enregistrées à leur juste valeur et toute variation de juste valeur est constatée en résultat.

Les dépôts à terme sont disponibles à tout moment. La rémunération minimum est garantie, par tranche croissante semestrielle. Tout déblocage avant l'échéance est possible sans pénalités. Ces dépôts font l'objet d'un calcul des intérêts à recevoir pour la période courue entre la date de souscription et la date de clôture.

Point 12.2 - passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers du Groupe sont évalués initialement à leur juste valeur minorée des frais de transaction, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Point 12.3 – Instruments financiers dérivés

Instrument de couverture

Afin de gérer son exposition au risque de taux, le Groupe utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés de gré à gré avec des contreparties de premier plan.

Le Groupe utilise principalement des swaps de taux, des swaptions, des caps, floors et collars pour gérer son risque de taux lié au financement :

- les swaps utilisés par le Groupe permettent de passer d'un taux variable à un taux fixe. Les résultats dégagés sur ces swaps de taux d'intérêt, venant en couverture de passifs financiers, sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts. Notamment, le différentiel entre les intérêts à payer et les intérêts à recevoir est comptabilisé en produit ou charge d'intérêt sur la durée de vie des passifs couverts ;
- les swaptions utilisés par le Groupe permettent de passer, sur option, d'un taux variable à un taux fixe. Si l'option est exercée, les principes comptables relatifs aux swaps s'appliquent ;
- les caps, floors et collars permettent de limiter le risque de variation à la hausse ou à la baisse des taux sur la dette à taux variable. Les résultats dégagés sur ces instruments sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts.

Concernant ces opérations de couverture de flux de trésorerie, le Groupe procède à l'évaluation en juste valeur de ses instruments dérivés :

- pour les instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture et pour leur partie efficace, l'écart de valorisation est inscrit directement en capitaux propres (avec un reclassement en résultat lorsque la transaction se réalise) ;
- pour les instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture et pour

leur partie non efficace, l'écart de valorisation est enregistré en résultat.

Point 13 – Actions propres

Les actions autocontrôlées sont constatées en réduction des capitaux propres. Les profits et pertes résultant de la cession d'actions propres ainsi que les dividendes liés sont imputés, nets d'impôt, directement sur les capitaux propres.

Point 14 - Stocks

Conformément à IAS2, les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

Point 15 - Provisions

Les provisions sont constituées au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision n'est dotée dans les comptes du Groupe qu'à condition que le montant de la sortie de ressources qui sera nécessaire pour éteindre l'obligation puisse être évalué de façon fiable. A défaut d'estimation fiable et/ou lorsque le Groupe estime disposer d'arguments solides et pertinents à l'appui de son instruction des contentieux, aucune provision n'est comptabilisée. L'information est alors présentée dans le chapitre "Gestion des risques et litiges – litiges et faits exceptionnels" des présentes annexes.

Les principales provisions constituées par le Groupe concernent les dépenses de suivi trentenaire, les coûts pour dépollution de site ainsi que des risques et litiges divers.

Point 15.1 - Provisions pour suivi trentenaire

Le Parlement européen a adopté le 26 avril 1999 une nouvelle directive européenne relative à la mise en décharge des déchets. Cette directive prévoit notamment la répercussion dans le prix d'élimination des déchets admis en décharge, de l'ensemble des coûts afférents : installation, exploitation, garantie financière, désaffectation du site et entretien.

Par ailleurs, la réglementation française du 9 septembre 1997 prévoit l'obligation de suivi long terme sur 30 ans pour toutes les installations susceptibles d'être exploitées

après le 14 juin 1999.

De fait, le Groupe constitue, pour ses centres de stockage de déchets ultimes des provisions pour suivi trentenaire. Elles sont calculées autorisation par autorisation et constituées pendant la durée de leur exploitation, au prorata de la durée de vie estimée du site. L'estimation des coûts à engager, toujours effectuée autorisation par autorisation, est également effectuée par référence à la circulaire du 23 avril 1999 du Ministère de l'environnement, aux modes d'exploitation et aux prescriptions préfectorales. L'estimation des coûts à engager est revue de façon détaillée tous les trois ans au rythme de renouvellement des garanties financières. S'agissant de provisions dont l'échéance est supérieure à 12 mois, les provisions de suivi trentenaire font l'objet d'une actualisation financière.

Point 15.2 - Provisions pour dépollution de site

Par son activité, Séché Environnement peut générer deux natures de pollution possibles : "accidentelle" d'une part, "chronique" d'autre part. Quelle qu'en soit la nature, le Groupe met en œuvre les contrôles nécessaires à la détection de toute pollution. Outre la surveillance organisée de tous les rejets et de leurs impacts, le Groupe a mis en place un dispositif de réduction des impacts lors d'événements accidentels.

Des provisions pour dépollution de site sont constatées dès lors que les faits sont connus et qu'une obligation de dépollution émane des autorités compétentes (DREAL par exemple). A ce jour, les informations disponibles permettent de préciser que Séché Environnement n'a pas connaissance de pollutions générées par les activités du Groupe.

Point 15.3 - Provisions pour litiges divers

Elles sont constituées en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Particulièrement dans le cas de vérification fiscale, le montant des redressements notifiés (ou en cours de notification) par l'administration ne fait pas l'objet d'une provision si la Société concernée et le Groupe estiment que les points soulevés ne sont pas fondés ou s'il existe une probabilité satisfaisante de faire valoir le bien-fondé de leur position dans le contentieux en cours les opposant à l'administration.

Point 15.4 - Avantages du personnel

Les avantages du personnel concernent les engagements du Groupe en matière d'indemnités de fin de carrière et au titre des médailles du travail.

S'agissant des médailles du travail, l'engagement du Groupe est pris en compte sous forme de provisions non courantes.

L'engagement actualisé à la date de clôture, déduction faite des actifs externalisés, est constaté sous forme de provisions. Toutefois, s'il s'avère que les versements antérieurs cumulés excèdent le montant de l'engagement à la date de clôture, une charge constatée d'avance est comptabilisée dans les comptes pour la différence.

S'agissant des sociétés mise en équivalence, (société GEREP et société SOGAD) l'engagement est constaté sous forme de provision.

Quel que soit l'engagement (médaille du travail ou indemnité de fin de carrière) et quelle que soit la méthode de comptabilisation (versement ou provision), celui-ci est calculé sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode prospective (méthode des unités de crédit projetées) intégrant notamment :

- les éléments statistiques de la table générationnelle TPF 2005 ;
- un taux de turn-over par métier et catégorie socioprofessionnelle déterminé sur la base des données historiques dont dispose le Groupe et un taux de revalorisation des salaires en fonction de l'ancienneté, du profil de carrière attendu, d'un maintien du pouvoir d'achat et des conventions collectives ;

	2014	2015	2016
Turn-Over	Entre 3% et 7%	Entre 3% et 7%	Entre 3% et 7%
Revalorisation de salaires	Entre 3% et 5%	Entre 2% et 3%	Entre 2% et 3%

- un taux d'actualisation de 1,25% (versus 1,83% en 2015 et 2,25% en 2014);
- un taux d'inflation de 1,20% (versus 1,35% en 2015 et 1,68% en 2014) ;
- un départ à la retraite des salariés cadre à l'âge de 67 ans à l'initiative de l'entreprise et des salariés non cadre à l'âge de 65 ans à leur initiative. Le montant de l'engagement est déterminé y compris charges sociales.

Les écarts actuariels sont enregistrés en capitaux propres, en application d'IAS19 révisée.

Point 16 - Coûts d'emprunt

Les intérêts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, à l'exception :

- ⇒ des coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'actifs exigeant une longue période de

préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus : ces derniers sont incorporés au coût de ces actifs.

- ⇒ des coûts directement attribuables à la mise en place d'un financement ou d'un refinancement : ces derniers sont comptabilisés en déduction du financement instauré et recyclés en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Point 17 - Impôts sur les résultats

Point 17.1 - Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2000, le Groupe a opté pour le régime d'intégration fiscale. Il est précisé que l'option pour le régime de Groupe a été renouvelée au 1er janvier 2005 pour une nouvelle période de 5 ans puis par tacite reconduction par période de 5 ans. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime toutes les sociétés commerciales françaises détenues directement ou indirectement au moins à 95% par Séché Environnement.

Point 17.2 - Imposition différée

Des impôts différés sont calculés et généralement sur toutes les différences temporelles existantes entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale. Ils sont calculés selon la règle du report variable, société par société. Selon les dispositions d'IAS12, aucun impôt différé n'est comptabilisé pour les différences temporelles générées par un goodwill dont la dépréciation n'est pas déductible.

Les soldes nets d'imposition différée sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque entité fiscale. Les actifs nets d'impôts différés ne sont comptabilisés que si la Société a une raisonnable assurance de les récupérer au cours des prochaines années, au regard de ses perspectives d'activité et de la réglementation fiscale en vigueur.

Point 18 - Comptabilisation des produits

Les produits liés à la vente de biens sont constatés en produits des activités ordinaires dès lors que :

- le transfert à l'acheteur de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens a eu lieu ;
- le Groupe ne participe plus à la gestion des biens ni n'en conserve le contrôle effectif ;

- les coûts supportés ou à venir relatifs à la transaction peuvent être mesurés de façon fiable.

La comptabilisation des produits liés à la vente :

- de prestations de services (majorité des activités du Groupe) s'effectue selon les dispositions d'IAS18, c'est-à-dire lors de la réalisation de la prestation et lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés iront aux entités du Groupe.
- de prestations de constructions s'effectue selon les dispositions d'IAS11, selon la méthode de l'avancement définie par cette même norme. Le degré d'avancement est mesuré sur la base de l'avancement des prestations réalisées. Lorsqu'il apparaît probable que le total des coûts du contrat sera supérieur au total des produits, une perte à terminaison est constatée en charge de la période pour la totalité de la différence.

Les montants perçus au titre des activités de mandat du Groupe sont enregistrés nets des charges induites par ces mêmes activités.

Les produits des activités ordinaires générées dans le cadre des activités de concession de service public sont comptabilisés selon les dispositions de l'interprétation « IFRIC12 », et précisées au point 10 de la présente note.

Point 19 - Eléments financiers au compte de résultat

Point 19.1 - Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie

Le poste "produits de trésorerie et équivalent de trésorerie" comprend principalement les revenus des instruments financiers portés par le Groupe (obligations convertibles) nets des éventuelles provisions constatées et le résultat de cession des équivalents de trésorerie, net des pertes de valeurs constatées sur les équivalents de trésorerie portés à l'actif.

Point 19.2 - Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier brut comprend les charges d'intérêt sur les emprunts calculées au taux d'intérêt effectif ainsi que le coût de la couverture de taux sur ces mêmes emprunts.

Le coût de l'endettement financier net correspond au coût de l'endettement financier brut sous déduction des produits de trésorerie et équivalents de trésorerie.

Point 19.3 – Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers correspondent aux revenus des prêts et créances financiers, aux dividendes versés des sociétés non consolidées, au résultat de change, à la désactualisation des provisions et aux pertes de valeur sur actifs financiers.

1.1.6.2. Périmètre de consolidation

1.1.6.2.1. Société mère

Séché Environnement

Société anonyme au capital de 1 571 546 €

Les Hêtres – CS 20020 – 53811 Changé cedex

1.1.6.2.2. Filiales consolidées

Dénomination		Siren	% d'intérêt	Mode d'intégration
Alcéa	Changé (France)	751 380 569	100,00	IG
Béarn Environnement	Pau (France)	393 439 203	100,00	IG
Drimm	Montech (France)	339 278 871	100,00	IG
Gabarre Energies	Pointe A Pitre (France)	820 626 000	51,00	IG
IberTredi Medioambiental	Barcelone (Espagne)		100,00	IG
Moringa	Fort de France (France)	793 296 963	100,00	IG
Opale Environnement	Calais (France)	332 359 637	100,00	IG
Séche Alliance	Changé (France)	556 850 279	99,94	IG
Séché Développement	Changé (France)	813 605 839	100,00	IG
Séché Éco-services	Changé (France)	393 307 053	99,98	IG
Séché Éco-industries	Changé (France)	334 055 183	99,99	IG
Séché Energies	Changé (France)	504 440 330	100,00	IG
Séché Healthcare	Changé (France)	812 631 679	100,00	IG
Séché Transports	Changé (France)	391 918 885	99,50	IG
Sénergies	Changé (France)	306 919 535	80,00	IG
SCI LCDL	Changé (France)	410 629 752	99,80	IG
SCI Les Chênes Secs	Changé (France)	397 475 138	99,80	IG
SCI Mézerolles	Changé (France)	340 493 840	99,99	IG
Sem Tredi	(Mexique)		100,00	IG
Sotrefi	Etupes (France)	315 669 218	100,00	IG
Sénerval	Strasbourg (France)	519 253 355	99,90	IG
Sodicome	Saint-Gilles (France)	431 912 620	80,00	IG
Solena	Viviez (France)	823 197 322	60,00	IG
Speichim Processing	Saint Vulbas (France)	389 218 850	100,00	IG
Tredi Argentina	Buenos Aires (Argentine)		100,00	IG
Tredi SA	Saint Vulbas (France)	338 185 762	100,00	IG
Triadis Services	Etampes (France)	384 545 281	100,00	IG
UTM	Lübeck (Allemagne)		100,00	IG
Valls Quimica	Valls (Espagne)		100,00	IG
La Barre Thomas	Rennes (France)	392 583 563	40,00	MEE
Kanay	Lima (Pérou)	13038686	49,00	MEE
SAS Laval Energie Nouvelle	Laval (France)	808 190 375	35,00	MEE
SAEM Transval	Saint Georges les Baillargeaux (France)	539 131 698	35,00	MEE
Gerep	Paris (France)	320 179 559	50,00	MEE
Sogad	Le Passage (France)	322 323 783	50,00	MEE
Hungaropec	Budapest (Hongrie)		99,57	Activité abandonnée

1.1.6.2.3. Filiales non consolidées

Il n'existe plus, au 31 décembre 2016 de participations exclues du périmètre de consolidation.

1.1.6.3. Notes explicatives sur les comptes

1.1.6.3.1. Notes sur le bilan

Note 1 – Immobilisations incorporelles

Note 1.1 Goodwill

La synthèse des goodwill, ventilé par UGT est la suivante :

(en milliers d'euros)	France	Allemagne	Espagne	TOTAL
Valeur Brute				
31/12/14 RETRAITE	243 125	3 582	6 790	253 498
Mouvement de périmètre	3 852	/	/	3 852
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/	/	/	/
31/12/15	246 978	3 582	6 790	257 350
Mouvement de périmètre	1 946	/	/	1 946
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/	/	/	/
31/12/16	248 924	3 582	6 790	259 297
Perte de valeur				
31/12/14 RETRAITE	(20 220)	/	(5 674)	(25 894)
Mouvement de périmètre	/	/	/	/
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/	/	/	/
31/12/15	(20 220)	/	(5 674)	(25 894)
Mouvement de périmètre	/	/	/	/
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/	/	/	/
31/12/16	(20 220)	/	(5 674)	(25 894)
Valeur Nette				
31/12/14 RETRAITE	222 906	3 582	1 117	227 604
Mouvement de périmètre	3 852	/	/	3 852
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/	/	/	/
31/12/15	226 758	3 582	1 117	231 457
Mouvement de périmètre	1 946	/	/	1 946
Augmentations	/	/	/	/
Diminutions	/	/	/	/
31/12/16	228 705	3 582	1 117	233 403

Sans indice de perte de valeur, les tests de dépréciation sont réalisés une fois par an, au 31 décembre. Le test de dépréciation réalisé en 2016 (selon les modalités précisées dans la présente annexe, dans les principes et méthodes comptables – valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles) a permis de conclure à l'absence de dépréciation à constater.

Le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini d'une part, et le taux de croissance de l'activité d'autre part sont les hypothèses les plus sensibles concernant

l'évaluation des tests de dépréciation. Une hausse de 0,5 point de base du taux d'actualisation aurait pour effet de minorer la juste valeur de l'ensemble des écarts d'acquisition du Groupe de 99 millions d'euros. Une telle minoration ne conduirait pas le Groupe à constater de perte de valeur. Une baisse de 0,5 point du taux de croissance à l'infini aurait pour effet de minorer la juste valeur de l'ensemble des écarts d'acquisition du Groupe de 83 millions d'euros. Une baisse annuelle de 1 point du taux de croissance de l'activité des 3 premières années du plan induirait une minoration de 34 millions de la juste valeur des écarts d'acquisition du Groupe, et conduirait à constater une perte de valeur de 12,3 millions de l'écart d'acquisition.

Il est par ailleurs précisé que l'analyse de sensibilité n'a pas fait apparaître de scénario probable selon lequel la valeur recouvrable des UGT deviendrait inférieure à leur valeur nette comptable.

Note 1.2 Tableau de variation des autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Logiciels, brevets	Actifs incorporels du domaine concedé	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
VALEUR BRUTE				
Au 31/12/2014 RETRAITE	8 313	48 445	15 501	72 258
Augmentations (investissements)	780	6 678	500	7 958
Sorties (cessions, mise au rebut)	(389)	/	(116)	(505)
Autres mouvements	121	(627)	(24)	(529)
Au 31/12/2015	8 824	54 496	15 861	79 182
Augmentations (investissements)	947	4 240	970	6 157
Sorties (cessions, mise au rebut)	(287)	/	/	(287)
Autres mouvements	105	/	(42)	64
Au 31/12/2016	9 590	58 736	16 790	85 116
AMORTISSEMENTS				
Au 31/12/2014 RETRAITE	(7 777)	(3 725)	(4 578)	(16 080)
Dotations	(596)	(2 762)	(21)	(3 379)
Reprises	388	/	/	388
Autres mouvements	(68)	627	(8)	550
Au 31/12/2015	(8 054)	(5 860)	(4 607)	(18 520)
Dotations	(868)	(2 929)	(33)	(3 831)
Reprises	287	/	/	287
Autres mouvements	(46)	/	/	(46)
Au 31/12/2016	(8 681)	(8 789)	(4 640)	(22 110)
PERTE DE VALEUR				
Au 31/12/2014 RETRAITE	(4)	/	/	(4)
Dotations	/	/	/	/
Reprises	/	/	/	/
Autres mouvements	/	/	/	/
Au 31/12/2015	(4)	/	/	(4)
Dotations	/	/	/	/
Reprises	/	/	/	/
Autres mouvements	/	/	/	/
Au 31/12/2016	(4)	/	/	(4)
VALEUR NETTE				
Au 31/12/2014 RETRAITE	532	44 720	10 923	56 175
Augmentations (investissements)	183	3 916	479	4 579
Sorties (cessions, mise au rebut)	(1)	/	(116)	(117)
Autres mouvements	53	/	(31)	22
Au 31/12/2015	767	48 637	11 255	60 658
Augmentations (investissements)	79	1 310	937	2 326
Sorties (cessions, mise au rebut)	/	/	/	/
Autres mouvements	60	/	(42)	18
Au 31/12/2016	905	49 947	12 150	63 002

Aucune immobilisation incorporelle n'a été générée en interne.

Note 1.3 Décomposition des autres mouvements des autres immobilisations incorporelles

(valeur nette en milliers d'euros)		Actifs incorporels du domaine concédé	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
	Logiciels, brevets			
Regroupement d'entreprises	29	/	/	29
Ecart de conversion	/	/	/	/
Autres mouvements	24	/	(31)	(7)
TOTAL Au 31/12/2015	53	/	(31)	22
Regroupement d'entreprises	12	/	/	12
Ecart de conversion	/	/	/	/
Autres mouvements	48	/	(42)	6
TOTAL Au 31/12/2016	60	/	(42)	18

Les autres mouvements correspondent principalement, en 2016, aux entrées de périmètre et à des reclassements de compte à compte.

En 2015, ils correspondaient principalement, aux entrées de périmètre et à des reclassements de compte à compte.

Note 2 – Immobilisations corporelles

Note 2.1 Tableau de variation des immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructi ons	Inst. Techn.	Matériel de transport	Agenceme nts	Matériel de bureau	Immobilis ations en cours	Immob. Loc-fi	TOTAL
VALEUR BRUTE									
Au 31/12/2014 RETRAITE	29 973	156 098	332 441	16 768	59 295	7 910	17 269	12 266	632 020
Augmentations (investissements)	715	1 263	16 298	1 258	2 493	557	18 313	613	41 512
Sortie (cessions, mise au rebut)	73	(1 939)	(2 930)	(1 578)	(59)	(627)	(88)	(208)	(7 356)
Autres mouvements	56	4 457	3 094	(21)	435	120	(8 686)	3 854	3 309
Au 31/12/2015	30 818	159 879	348 904	16 426	62 164	7 960	26 808	16 526	669 484
Augmentations (investissements)	408	5 393	20 538	954	2 675	1 162	18 766	472	50 368
Sortie (cessions, mise au rebut)	(30)	(5 736)	(8 782)	(1 325)	(371)	(367)	(101)	(90)	(16 802)
Autres mouvements	(22)	12 512	7 709	86	2 063	114	(23 818)	1 753	398
Au 31/12/2016	31 175	172 048	368 369	16 141	66 531	8 870	21 655	18 661	703 449
AMORTISSEMENTS									
Au 31/12/2014 RETRAITE	(4 297)	(123 450)	(274 751)	(13 786)	(38 635)	(7 077)	/	(5 396)	(467 391)
Dotations	(519)	(8 422)	(15 394)	(1 483)	(3 785)	(543)	/	(2 108)	(32 255)
Reprises	(3)	1 867	2 506	1 442	46	622	/	208	6 687
Autres mouvements	(70)	(1 468)	(996)	69	(135)	(91)	/	883	(1 808)
Au 31/12/2015	(4 889)	(131 472)	(288 635)	(13 757)	(42 509)	(7 090)	/	(6 413)	(494 766)
Dotations	(536)	(10 615)	(17 848)	(1 370)	(3 776)	(627)	/	(2 301)	(37 073)
Reprises	6	5 734	8 654	1 189	369	361	/	90	16 402
Autres mouvements	/	43	(11)	(171)	(43)	/	/	158	(24)
Au 31/12/2016	(5 420)	(136 309)	(297 840)	(14 110)	(45 961)	(7 356)	/	(8 466)	(515 462)
PERTE DE VALEUR									
Au 31/12/2014 RETRAITE	(299)	/	(174)	/	/	/	(344)	/	(818)
Dotations	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Reprises	/	/	111	/	/	/	/	/	111
Autres mouvements	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Au 31/12/2015	(299)	/	(63)	/	/	/	(344)	/	(707)
Dotations	/	/	(55)	/	/	/	/	/	(55)
Reprises	/	/	35	/	/	/	/	/	35
Autres mouvements	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Au 31/12/2016	(299)	/	(83)	/	/	/	(344)	/	(727)
VALEUR NETTE									
Au 31/12/2014 RETRAITE	25 377	32 648	57 516	2 982	20 660	833	16 925	6 870	163 811
Augmentations (investissements)	196	(7 159)	904	(225)	(1 292)	14	18 313	(1 494)	9 257
Sortie (cessions, mise au rebut)	70	(72)	(312)	(136)	(14)	(5)	(88)	/	(557)
Autres mouvements	(14)	2 989	2 098	48	300	29	(8 686)	4 737	1 501
Au 31/12/2015	25 629	28 407	60 206	2 669	19 654	870	26 464	10 112	174 011
Augmentations (investissements)	(128)	(5 222)	2 636	(416)	(1 102)	536	18 766	(1 829)	13 240
Sortie (cessions, mise au rebut)	(24)	(1)	(93)	(136)	(2)	(6)	(101)	/	(365)
Autres mouvements	(22)	12 555	7 698	(85)	2 020	114	(23 818)	1 912	374
Au 31/12/2016	25 456	35 738	70 445	2 031	20 570	1 513	21 310	10 196	187 260

Note 2.2 Décomposition des autres mouvements des immobilisations corporelles

Valeur nette (en milliers d'euros)	Terrains	Construct ions	Inst. Techn.	Matériel de transport	Agencem ents	Matériel de bureau	Immobilis ations en cours	Immob. Loc-fi	TOTAL
---------------------------------------	----------	-------------------	-----------------	-----------------------------	-----------------	--------------------------	---------------------------------	------------------	-------

Sur 2015									
Regroupement d'entreprises	/	/	1 263	47	153	10	116	/	1 589
Ecart de conversion	(14)	(11)	(71)	(4)	/	(1)	/	/	(101)
Autres mouvements	/	3 001	906	5	147	19	(8 803)	4 737	12
TOTAL Au 31/12/2015	(14)	2 989	2 098	48	300	29	(8 686)	4 737	1 501

Sur 2016									
Regroupement d'entreprises	/	/	111	5	281	21	53	/	472
Ecart de conversion	(31)	(25)	(32)	(3)	/	(1)	/	/	(92)
Autres mouvements	10	12 580	7 619	(87)	1 739	93	(23 871)	1 912	(6)
TOTAL Au 31/12/2016	(22)	12 555	7 698	(85)	2 020	114	(23 818)	1 912	374

Les autres mouvements correspondent principalement, en 2016, aux entrées de périmètre et à des mises en service d'immobilisations en cours et à des reclassements de compte à compte.

Note 3 – Participations dans les entreprises associées

Note 3.1 Synthèse des participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées portées par le Groupe sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	% détention du Groupe	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	Valeur Nette Comptable des participations
- La Barre Thomas	40%	310	(43)	124
- Kanay	49%	(375)	(715)	2 364
- Laval Energie Nouvelle	35%	(1 084)	(544)	/
- Transval	35%	92	(15)	35
- Gerep	50%	(4 496)	(681)	/
- Sogad	50%	(1 524)	214	362
TOTAL				2 885

Note 3.2 Variation des participations dans les entreprises associées

La variation des participations dans les entreprises associées portées par le Groupe s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur au 31/12/14 RETRAITE	Valeur au 31/12/15	Résultat	Variation JV par les KP	EC	Variation périmètre	Autres movts	Valeur au 31/12/16
- Allergies	189	/	/	/	/	/	/	/
- La Barre Thomas	216	141	(17)	/	/	/	/	124
- Kanay	/	2 633	(259)	/	(10)	/	/	2 364
- Laval Energie Nouvelle	77	/	(188)	/	/	/	188	/
- Transval	42	36	(1)	/	/	/	/	35
- Gerep	/	/	(338)	/	/	/	338	/
- Sogad	323	324	109	(24)	/	/	(47)	362
TOTAL	847	3 135	(694)	(24)	(10)	/	479	2 885

Note 3.3 Informations financières sur les entreprises associées

Les informations financières résumées des entreprises associées sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	La Barre Thomas	Kanay	Laval Energie Nouvelle	Transval	Gerep	Sogad
Date dernières infos financières connues	31/12/16	31/12/16	31/12/16	31/12/16	31/12/16	31/12/16
- % détenus	40%	49%	35%	35%	50%	50%
- actifs non courants	14	2 950	1 770	/	1 138	829
- actifs courants	672	1 025	2 014	108	931	1 168
- capitaux propres	310	(375)	(1 084)	92	(4 496)	(1 524)
- passifs non courants	/	1 982	1 975	/	5 175	2 455
- passifs courants	377	2 369	2 893	16	1 391	1 066
- chiffre d'affaires	3 031	1 116	1 876	160	2 739	4 059
- Excédent Brut d'Exploitation	(41)	(758)	169	(15)	(112)	564
- Résultat Opérationnel Courant	(43)	(849)	(544)	(15)	(682)	320
- Résultat Opérationnel	(43)	(849)	(544)	(15)	(678)	320
- Résultat net	(43)	(715)	(544)	(15)	(681)	214

Note 3.4 Transactions avec les entreprises associées

Le Groupe n'a réalisé aucune transaction significative avec ses entreprises associées.

Note 4 – instruments financiers

(en milliers d'euros)	2014 Retraité			2015			2016		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Actifs financiers disponibles à la vente	1 808	/	1 808	1 655	/	1 655	1 436	/	1 436
Prêts et créances financiers au coût amorti	6 872	1 038	7 910	6 946	868	7 814	7 033	761	7 794
Actifs financiers	8 681	1 038	9 719	8 601	868	9 469	8 469	761	9 230
Créances clients et autres débiteurs	3 016	139 127	142 143	34 520	140 341	174 861	43 082	159 549	202 631
Autres actifs courants (yc. créances IS)	51	29 162	29 213	3 452	24 165	27 617	1 843	28 719	30 562
Prêts-créances opérationnels au coût amorti	3 067	168 289	171 355	37 972	164 505	202 478	44 926	188 268	233 194
<i>Instruments de couverture actifs</i>	/	/	/	/	3	3	/	/	/
<i>Autres instruments à la JV par le résultat</i>	/	/	/	/	/	/	/	/	/
Actifs financiers à la JV par le résultat	/	/	/	/	3	3	/	/	/
Trésorerie et équivalents de trésorerie	/	38 756	38 756	/	30 640	30 640	/	16 732	16 732
Total ACTIFS FINANCIERS	11 748	208 083	219 830	46 574	196 017	242 591	53 394	205 761	259 155
Dettes financières	241 824	29 829	271 653	292 138	28 939	321 077	296 691	33 092	329 783
Instruments de couverture passifs	547	596	1 143	436	144	580	637	22	659
Autres passifs	4 938	174 195	179 133	4 093	178 703	182 796	2 439	193 235	195 674
Total PASSIFS FINANCIERS	247 309	204 620	451 929	296 667	207 786	504 453	299 767	226 349	526 116

Les actifs financiers non courants sont principalement constitués de la créance due par l'Eurometropole Strasbourg à Senerval au titre des avenants 4, 5, 6 et 7 du contrat de Délégation de service public. Cette créance est récupérable sur la durée restante de la délégation à compter de la remise en service des installations prévue en février 2019.

Note 4.1 Actifs financiers

Note 4.1.1 Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont composés :

- des titres de participation des sociétés non consolidées du fait d'un processus de liquidation en cours ;
- de titres immobilisés (principalement l'investissement du Groupe dans les fonds Emertec).

Leur valeur nette se détaille comme suit :

(en milliers d'euros) (valeur nette)	31/12/14 Retraité	31/12/15	Var JV par les KP	Acquisiti ons	Autres mouvts	Cessions / Rembts	31/12/16
- obligations (principal+ intérêts capitalisés)	/	/	/	/	/	/	/
- Obligations (intérêts non capitalisés)	/	/	/	/	/	/	/
TOTAL composante obligataire - brut	/	/	/	/	/	/	/
- provision sur composante obligataire	/	/	/	/	/	/	/
TOTAL composante obligataire - net	/	/	/	/	/	/	/
- Trédi New Zealand	/	/	/	/	/	/	/
TOTAL titres non consolidés	/	/	/	/	/	/	/
- Emertec	1 555	1 402	(239)	/	/	/	1 164
- autres titres	253	253	/	20	/	/	272
TOTAL Autres titres	1 808	1 655	(239)	20	/	/	1 436
Total actifs financiers disponible à la vente	1 808	1 655	(239)	20	/	/	1 436

Note 4.1.2 Prêts et créances au coût amorti

Les prêts et créances sont composés :

- De prêts et dépôts et cautionnement reçus à caractère financier, comptabilisés en actifs financiers (courants et non courants) ;
- Des créances clients et autres débiteurs ;
- Des autres actifs (courants et non courants) ;

En milliers d'euros	2014 Retraité			2015			2016		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Dépôts et cautionnement	1 938	350	2 288	2 037	190	2 227	2 582	59	2 641
Prêts	999	82	1 081	1 343	73	1 416	1 274	97	1 371
Créances opérat. concessives	3 935	606	4 541	3 566	606	4 172	3 177	606	3 782
Prêts et créances financiers	6 872	1 038	7 910	6 946	868	7 815	7 033	761	7 794
Clients et autres débiteurs	3 016	139 127	142 143	34 520	140 341	174 861	43 082	159 549	202 631
Etat	/	16 184	16 184	/	16 014	16 014	/	15 942	15 942
Créances IS	/	411	411	/	963	963	/	4 081	4 081
Avances et acomptes versés	/	1 505	1 505	/	1 246	1 246	/	1 955	1 955
Créances sociales	/	233	233	/	514	514	/	323	323
Créances / cession d'immos	/	1 030	1 030	/	930	930	/	1 818	1 818
Créances Diverses	51	9 538	9 589	3 452	4 411	7 864	1 843	3 945	5 789
Compte-courants débiteurs	/	261	261	/	87	87	/	654	654
Autres actifs courants	51	29 162	29 213	3 452	24 165	27 617	1 843	28 719	30 562
Prêts et créances opérationnels	3 067	168 288	171 355	37 972	164 505	202 478	44 926	188 268	233 194
Prêts et créances au cout amorti	9 940	169 327	179 266	44 919	165 373	210 292	51 958	189 029	240 987

Les dépréciations et pertes de valeur sur prêts et créances au coût amorti se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	2014 Retraité			2015			2016		
	Brut	Dép / perte valeur	Net	Brut	Dép / perte valeur	Net	Brut	Dép / perte valeur	Net
Prêts et créances financiers	9 411	(1 500)	7 910	9 725	(1 910)	7 815	10 042	(2 248)	7 794
Clients et autres débiteurs	145 684	(3 541)	142 143	178 538	(3 678)	174 861	206 605	(3 974)	202 631
Autres actifs	29 797	(584)	29 213	27 736	(119)	27 617	30 647	(85)	30 562
Prêts et créances au coût amorti	184 891	(5 625)	179 266	215 999	(5 707)	210 292	247 294	(6 307)	240 987

Note 4.1.3 Actifs financiers à la juste valeur par le résultat

En milliers d'euros	2014 Retraité			2015			2016		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Actifs de couverture	/	/	/	/	3	3	/	/	/
Actifs financiers à la JV par rst	/	/	/	/	3	3	/	/	/

Actif de couverture

Les actifs de couverture ont été mis en place par le Groupe dans le cadre de sa politique de gestion de son risque de taux d'intérêts, et sont analysés note 4.3.

Note 4.1.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Trésorerie	23 113	17 209	9 498
Equivalents de trésorerie	15 642	13 431	7 234
Total	38 756	30 640	16 732

Les équivalents de trésorerie correspondent à des SICAV.

Le résultat de cession comptabilisé sur la période au titre des SICAV s'élève à 0,2 million d'euros enregistré sur la ligne "Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie" du compte de résultat.

Note 4.2 passifs financiers

Note 4.2.1 Dettes financières

Variation de l'endettement

en milliers d'euros)	31/12/2014 Retraité			31/12/2015			31/12/2016		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
En-cours dettes financières	187 660	28 218	215 878	236 994	26 559	263 553	241 205	28 503	269 708
Impact TIE	(619)	(550)	(1 169)	(1 813)	(666)	(2 478)	(1 202)	(610)	(1 813)
Emprunts / Ets crédit	187 041	27 668	214 709	235 182	25 894	261 075	240 003	27 892	267 895
En cours Emprunt obligataire	50 000	/	50 000	50 000	/	50 000	50 000	/	50 000
Impact TIE	(879)	(185)	(1 064)	(686)	(194)	(879)	(484)	(202)	(686)
Emprunts obligataire	49 121	(185)	48 936	49 314	(194)	49 121	49 516	(202)	49 314
Location financement	5 327	1 626	6 954	7 607	2 302	9 910	7 149	2 712	9 861
Autres dettes financières	335	578	913	35	739	774	23	1 135	1 158
Concours bancaires courants	/	141	141	/	197	197	/	1 554	1 554
TOTAL	241 824	29 829	271 653	292 138	28 939	321 077	296 691	33 092	329 783

La variation de l'endettement sur l'exercice peut s'analyser comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/14 Retraité	31/12/15	Augmentati on	Rembourse ment	Var périm	Coût amorti	EC	Autres mvts	31/12/16
Dettes auprès ets crédit	214 709	261 075	33 106	(26 951)	/	666	/	(1)	267 895
Dettes obligataires	48 936	49 121	/	/	/	194	/	/	49 314
Location financements	6 954	9 910	472	(2 434)	/	/	/	1 913	9 861
Autres dettes financières	913	774	724	(340)	/	/	/	/	1 158
CBC	141	197	1 262	/	95	/	/	/	1 554
Total	271 653	321 077	35 564	(29 725)	95	859	/	1 912	329 783

Tableau de l'endettement

Au 31 décembre 2016, l'endettement du Groupe se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	taux (av. couverture)	Montant	Echéances	Existence de couverture
Autres Emprunts auprès des établissements de crédit	Variable	16 411	moins d'un an	Dette contractée à taux variable Couverture de taux sur 95,0 M€
		147 525	de 1 à 5 ans	
		/	plus de 5 ans	
	Fixe 0%<t<6%	11 481	moins d'un an	
		48 627	de 1 à 5 ans	
Total		267 895		
Dette obligataire	Variable	/	moins d'un an	
		/	de 1 à 5 ans	
		/	plus de 5 ans	
	Fixe 3%<t<5%	(202)	moins d'un an	
		49 516	de 1 à 5 ans	
Total		49 314		
Location financement	Variable	369	moins d'un an	
		1 100	de 1 à 5 ans	
		/	plus de 5 ans	
	Fixe 0%<t<6%	2 343	moins d'un an	
		5 493	de 1 à 5 ans	
Total		9 861		
Autres dettes financières Diverses	Variable	/	moins d'un an	
		/	de 1 à 5 ans	
		/	plus de 5 ans	
	Fixe	1 135	moins d'un an	
		23	de 1 à 5 ans	
Total		1 158		
Concours bancaires courants	Variable	1 554	moins d'un an	
TOTAL		329 783		
<i>Dont courant</i>		33 092	<i>moins d'un an</i>	
<i>Dont non courant</i>		296 691	<i>plus d'un an</i>	

Contrat de location financement

(en milliers d'euros)	Valeur nette comptable		TOTAL paiements minimaux futurs			TOTAL paiement sous-loc actualisé
	31/12/16	TOTAL	- 1 an	De 1 à 5	+ de 5	
Terrains	/	/	/	/	/	/
Constructions	2 008	1 474	371	1 103	/	/
Installations techniques - outillages industriels	7 086	7 448	2 019	4 948	481	/
Matériels de transport	1 102	1 341	486	778	77	/
Installations agencements	/	/	/	/	/	/
Matériels et mobiliers de bureau	/	/	/	/	/	/

(en milliers d'euros)	Valeur nette comptable		TOTAL paiements minimaux futurs actualisés			TOTAL paiement sous-loc actualisé
	31/12/16	TOTAL	- 1 an	De 1 à 5	+ de 5	
Terrains	/	/	/	/	/	/
Constructions	2 008	1 435	367	1 068	/	/
Installations techniques - outillages industriels	7 086	7 221	1 996	4 774	450	/
Matériels de transport	1 102	1 305	481	752	72	/
Installations agencements	/	/	/	/	/	/
Matériels et mobiliers de bureau	/	/	/	/	/	/

Les contrats de location-financement portés par le Groupe sont principalement constitués de contrat de crédit-baux, assortis d'options d'achat. 15 % des contrats (en pourcentage de la dette rattachée) sont à taux variable (avant prise en compte de toute opération de couverture), indexés principalement sur l'EURIBOR 3 mois.

Note 4.2.2 Passifs financiers à la JV par le résultat

Les passifs financiers à la JV par le résultat correspondent aux instruments financiers dérivés de couverture, mis en place par le Groupe dans le cadre de sa gestion du risque de taux. Ils sont analysés note 4.3.

Note 4.2.3 Autres passifs au coût amorti

(en milliers d'euros)	2014 Retraité			2015			2016		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Fournisseurs	/	77 295	77 295	3	79 915	79 918	23	92 476	92 499
Dettes sur acquisition d'immobilisations	1 131	11 195	12 326	752	10 291	11 043	510	12 783	13 292
Avances & acomptes reçus	/	3 509	3 509	/	3 766	3 766	/	8 257	8 257
Social	/	24 690	24 690	/	25 671	25 671	/	24 013	24 013
Etat (hors IS)	3 806	31 342	35 149	2 638	33 141	35 779	1 362	32 670	34 033
IS	/	578	578	/	2 377	2 377	/	249	249
Comptes courants créditeurs	/	/	/	/	/	/	/	17	17
Dettes diverses	/	1 858	1 858	699	913	1 613	544	830	1 374
Passif de renouvellement	/	10 705	10 705	/	9 874	9 874	/	9 966	9 966
Produits constatés d'avance	/	13 022	13 022	/	12 754	12 754	/	11 975	11 975
AUTRES PASSIFS	4 938	175 195	179 133	4 093	178 703	182 796	2 439	193 235	195 674

Note 4.3 instruments financiers de couverture

En milliers d'euros	2014 Retraité			2015			2016		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Instruments de couverture actif	/	/	/	/	3	3	/	/	/
Instruments de couverture passif	547	596	1 143	436	144	580	637	22	659

Les instruments financiers utilisés par le Groupe ont pour objet la couverture des flux de trésorerie liés à son financement. La gestion de ces instruments négociés sur des marchés organisés est effectuée par la Direction financière du Groupe.

(milliers d'euros)	2014 Retraité		2015		2016	
	Nominal opération	Juste valeur	Nominal opération	Juste valeur	Nominal opération	Juste valeur
Swaps	80 000	(1 056)	50 000	(367)	30 000	(363)
Collars	22 500	(94)	45 000	(209)	65 000	(307)
Instruments mixtes	/	/	/	/	/	/
Total	102 500	(1 143)	95 000	(576)	95 000	(659)

Au 31 décembre 2016, la maturité des instruments de couverture des flux de trésorerie est la suivante :

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Swaps	/	30 000	/	30 000
Collars	22 500	42 500	/	65 000
Instruments mixtes	/	/	/	/
Total	22 500	72 500	/	95 000

Les pertes et gains enregistrés en capitaux propres sur la période s'élèvent à (0,1) million

d'euros, et le montant cumulé au 31 décembre 2016 des pertes et gains enregistrés en capitaux propres s'élèvent à – 0,6 million d'euros. La part inefficace de ces couvertures comptabilisée en résultat sur 2016 est non significative.

Aucun montant des capitaux propres n'a été recyclé et comptabilisé dans le résultat de la période.

Note 5 - Provisions courantes et non courantes

Note 5.1 Tableau de variation des provisions courantes et non courantes

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	Autres mvts	Impact KP	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises non utilisées	2016
Avantages au personnel (1)	2 327	3 804	(5)	630	813	(52)	/	5 190
Autres provisions non courantes (2)	8 545	9 300	188	/	1 772	/	/	11 259
PROVISIONS NON COURANTES	10 872	13 104	183	630	2 585	(52)	/	16 450
Provision litiges	1 069	1 124	166	/	1 175	(298)	(352)	1 815
Provision autres risques	168	/	/	/	/	/	/	/
Provision déchets à traiter	148	157	/	/	147	(157)	/	147
Provision autres charges	518	547	/	/	4 597	(467)	(7)	4 670
PROVISIONS COURANTES	1 904	1 828	166	/	5 919	(922)	(359)	6 632
TOTAL	12 776	14 932	349	630	8 503	(974)	(359)	23 082

(1) Les provisions « indemnités de fin de carrière » et médaille du travail sont calculées conformément à la méthodologie précisée dans les principes et méthodes comptables

(2) Dont provision suivi trentenaire

Note 5.2 Décomposition des autres mouvements

(en milliers d'euros)	Regroupement d'entreprises	Ecart de conversion	Autres mouvements	TOTAL
Avantages au personnel	/	(5)	/	(5)
Autres provisions non courantes	/	/	188	188
PROVISIONS NON COURANTES	/	(5)	188	183
Provision litiges	166	/	/	166
Provisions autres risques	/	/	/	/
Provision déchets à traiter	/	/	/	/
Provisions autres charges	/	/	/	/
PROVISIONS COURANTES	166	/	/	166
TOTAL	166	(5)	188	349

Les autres mouvements correspondent pour l'essentiel, aux entrées de périmètre.

Note 5.3 Avantages au personnel – Indemnités de Fin de Carrière et Médaille du travail

Les avantages au personnel dont bénéficient les salariés du Groupe sont les médailles du travail et les avantages postérieurs à l'emploi que représentent les indemnités de fin de carrière.

Avantages postérieurs à l'emploi – indemnités de fin de carrière

L'engagement du Groupe (toute forme de gestion confondue) évolue comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/14 Retraité	31/12/15	31/12/16
Montant de l'engagement en début d'exercice	8 224	10 087	11 190
Coûts des services rendus dans l'exercice	511	618	705
Intérêts crédités dans l'exercice	300	217	201
Prestations réglées dans l'exercice	(259)	(490)	(580)
Acquisition / cession de filiales	/	34	26
Ecarts actuariels	1 311	724	458
Autres (dont variation périmètre, écarts de conversion)	/	/	/
Montant de l'engagement en fin d'exercice	10 087	11 190	12 001
<i>Dont engagement externalisé</i>	<i>8 411</i>	<i>8 099</i>	<i>7 582</i>
<i>Dont engagement provisionné</i>	<i>1 676</i>	<i>3 091</i>	<i>4 419</i>

L'évolution de la juste valeur des fonds placés en couverture de l'engagement est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/14 Retraité	31/12/15	31/12/16
JV des actifs de couverture en début d'exercice	7 284	8 565	8 155
Cotisations versées	1 035	/	/
Prestations versées	(259)	(490)	(580)
Rendement attendu sur les placements	164	156	149
Frais de gestion	(25)	(30)	(29)
Acquisition / cession de filiales	/	68	/
Ecarts actuariels	365	(114)	(4)
JV des actifs de couverture en fin d'exercice	8 565	8 155	7 692

Lorsque les fonds placés sont supérieurs au montant de l'engagement, il a été constaté une charge constatée d'avance. Inversement, il est constaté une provision pour charge. L'analyse est réalisée société par société. Au 31 décembre 2016, il a été constaté :

- Une provision pour 4 419 K€ ;
- Une charge constatée d'avance pour 110 K€.

La répartition des actifs de couverture est la suivante :

	31/12/14 Retraité	31/12/15	31/12/16
Placements diversifiés	76%	76%	76%
Placements monétaires	24%	24%	24%

Il est précisé que :

- lors du démarrage d'activité de la société Sénerval, la reprise des effectifs de l'ancien délégataire a conduit à la reprise par Sénerval des engagements au titre des services

passés de ces mêmes salariés, pour un montant de 450 K€. Le Groupe avait constaté un actif pour 450 K€ au titre des engagements repris (comptabilisé en charges constatés d'avance), amortissable sur 18 ans à compter du 1^{er} juillet 2010, soit la durée moyenne restant à courir jusqu'au départ en retraite des salariés repris. En application d'IAS19 amendée (application rétrospective), cette somme a été soldée en capitaux propres au 1^{er} juillet 2012 ;

- Lors de la reprise en direct de la gestion de l'IUOM de Lescar et de la reprise de l'effectif correspondant, le Groupe a repris les engagements au titre des services passés de ces salariés. Compte tenu du montant, le Groupe a constaté cette reprise directement en résultat.
- Lors de la reprise en direct de la gestion de l'incinérateur de Nantes et de la reprise de l'effectif correspondant, le Groupe a repris les engagements au titre des services passés de ces salariés. En application d'IAS19 amendée, cette reprise s'est effectuée par le compte de résultat.

Engagement de médaille du travail

L'engagement du Groupe concernant la médaille du travail évolue comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/16
Montant de l'engagement en début d'exercice	713
Coûts des services rendus dans l'exercice	32
Intérêts crédités dans l'exercice	12
Prestations réglées dans l'exercice	(59)
Acquisition / cession de filiales	/
Ecart actuariels	73
Autres (mouvement de périmètre, écarts de conversion)	/
Montant de l'engagement en fin d'exercice	772

Note 5.4 Litiges et faits exceptionnels

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 6 - Impôts différés

La ventilation des impôts différés par nature se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	2014	2015	2016
	Retraité		
Participation des salariés	579	589	475
Contribution sociale solidarité	252	174	167
Congés payés	638	653	661
Plus-value sinistre	(1 626)	(1 014)	(448)
Déficits reportables	53 334	48 215	40 162
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	(6 814)	(6 338)	(6 427)
Location-financement	(1 224)	(1 095)	(985)
Résultat Interne	168	142	116
Charges à répartir	/	/	/
Provision IDR	69	1 115	1 536
Actualisation provision suivi trentenaire	(1 373)	(1 242)	(1 254)
Homogénéisation d'amortissements	415	369	324
JV des instruments de couverture	394	198	227
GER industriel	/	/	(1 730)
Autres différences temporaires	(848)	(1 699)	(962)
Total	43 964	40 067	31 862
<i>Dont impôt différé Actif</i>	<i>43 964</i>	<i>40 067</i>	<i>31 862</i>
<i>Dont impôt différé Passif</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>/</i>

Les déficits reportables activés correspondent :

- aux déficits nés avant l'intégration fiscale. Leur activation est étudiée filiale par filiale au regard de leur business plan.
- Au déficit de l'intégration fiscale sur l'année 2012 et 2013, lié au provisionnement intégral de l'engagement de Séché Environnement dans HIME. La reconnaissance à l'actif de cette créance d'impôt est rendue possible par la capacité du groupe d'intégration fiscale à récupérer cette créance dans un horizon de temps raisonnable ; Le montant de cette créance d'impôt tient compte de la baisse du taux d'impôt sur les sociétés en France de 34,43% à 28,92% à horizon 2019.
- Au déficit constaté sur Valls Quimica lié à la provision pour risque fiscal, compte tenu de son caractère recouvrable au regard du business plan de la société. A cette exception près les déficits reportables portés par les filiales étrangères ne font l'objet d'aucune activation.

Au 31 décembre 2016, le montant des impôts différés actifs non activés relatifs à des déficits reportables s'élève à 2,9 millions d'euros.

La variation des impôts différés sur l'exercice peut s'analyser comme suit :

(en milliers d'euros)	IDA	IDP	NET
Solde au 31/12/14 Retraité	43 964	/	43 964
Résultat	(3 993)	/	(3 993)
Variation de JV par les capitaux propres	293	196	97
Variation de périmètre et autres	/	/	/
Ecart de conversion	/	/	/
Compensation ID sur les filiales de l'intégration fiscale	763	763	/
Compensation IDA/IDP	(960)	(960)	/
Solde au 31/12/15	40 067	/	40 067
Résultat	(8 163)	/	(8 163)
Variation de JV par les capitaux propres	215	/	215
Variation de périmètre et autres	54	312	(258)
Ecart de conversion	/	/	/
Compensation ID sur les filiales de l'intégration fiscale	(106)	(106)	/
Compensation IDA/IDP	(205)	(205)	/
Solde au 31/12/16	31 862	/	31 862

Note 7 - Engagements hors bilan

Note 7.1 Engagements hors bilan nés des opérations de l'activité courante

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Créances cédées non échues (effets, Dailly)	/	/	/
Cautions	56 630	67 704	90 565
- Garanties financières (1)	27 395	37 135	52 183
- Autres cautions	29 236	30 569	38 382
Sûretés réelles	/	/	/
- Nantissements d'actifs incorporels et corporels	/	/	/
- Nantissements de titres	/	/	/
Liés à la responsabilité d'associé dans les SCI	/	/	/
TOTAL EHB liés à l'activité courante	56 630	67 704	90 565

(1) Il s'agit de cautions de 52 millions d'euros délivrées à un établissement financier lors de la mise en place des garanties financières accordées par lui selon l'arrêté ministériel du 1er février 1996.

Note 7.2 Engagements hors bilan donnés ou reçus dans le cadre de l'endettement

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Créances professionnelles cédées	1 545	1 428	1 537
Cautions ou lettres d'intention	28 249	36 964	32 862
Sûretés réelles	9 828	11 194	/
Gages et nantissements des actifs incorporels et corporels	9 828	11 194	/
Gage et nantissements de titres	/	/	/
Hypothèques	/	/	/
Engagement d'emprunts reçus	10 771	3 591	/
TOTAL EHB liés à l'endettement	50 394	53 177	34 399

Dans le cadre de financement d'actifs la société a signé des engagements de non cession des actions qu'elle détient dans les sociétés Sénergies, Séché-Eco-Industries et Mézerolles.

Tous les engagements hors bilan ci-dessus mentionnés couvrent des dettes portées au bilan, à l'exception d'une caution de 0,8 million d'euros.

Dans le cadre des contrats de Délégation de service public, Séché environnement accorde aux délégants un engagement de bonne exécution des contrats.

Note 7-3 Autres engagements hors bilan

Le présent détail des engagements hors bilan du Groupe n'exclut aucun engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

1.1.6.3.2. Notes sur le tableau de variation des capitaux propres

Note 8 - Composition du capital social

Catégories des titres	Nombre	Valeur nominale
1- Actions composant le capital social au début de l'exercice	7 857 732	0,20€
Réduction de capital (par annulation d'actions propres)	/	
2- Actions composant le capital social en fin d'exercice	7 857 732	0,20€
<i>Dont actions à droit de vote simple</i>	<i>7 246 402</i>	
<i>Dont actions à droit de vote double</i>	<i>611 330</i>	

Note 9 – Primes

Le poste "primes" est composé exclusivement de primes d'émission émises lors de différentes augmentations de capital, nettes d'imputation :

	(en milliers d'euros)
Augmentation de capital du 27/11/97	11 220
Augmentation de capital du 19/12/97	112
Augmentation de capital du 01/10/01 (rémunérant l'apport des titres Alcor)	10 795
Augmentation de capital du 05/07/02 (rémunérant l'apport des titres Trédi)	192 903
Imputation sur la prime d'émission	(1 578)
Emission de 596 408 bons de souscription d'actions au profit de la Caisse des Dépôts du 12/12/06	10 908
Exercice de bons de souscription d'actions portés par la Caisse des Dépôts le 24/04/07	74 718
Distribution de dividendes le 10/06/14	(8 148)
Imputation sur la prime d'émission le 25/04/14	(169 445)
Distribution de dividendes le 10/06/15	(8 203)
Imputation sur la prime d'émission le 28/04/15	790
Annulation par Séché Environnement de ses actions propres le 17/06/15	(23 268)
Imputation sur la prime d'émission le 28/04/16	(16 744)
TOTAL	74 061

Note 10 – Composition des réserves consolidées

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2015	Augment.	Diminut.	31/12/2016
	Retraité				
Réserve légale	173	173	/	/	173
Réserves réglementées	/	/	/	/	/
Report à nouveau	/	(42 616)	42 669	/	52
Autres réserves	6 037	6 037	/	(6 037)	/
Sous-total réserves sociales	6 210	(36 407)	42 669	(6 037)	225
Réserves consolidées (hors écart de conversion)	122 224	174 306	/	(11 100)	163 206
TOTAL RESERVES (hors écart de conversion)	128 434	137 899	42 669	(17 137)	163 431
Ecart de conversion	(2 760)	(3 083)	/	(271)	(3 355)
TOTAL RESERVES (yc. écart de conversion)	125 674	134 816	42 669	(17 409)	160 076

Note 11 - Informations sur les actions propres

Dans le cadre des délégations accordées par les Assemblées générales des actionnaires du 28 avril 2016 et du 28 avril 2015, le Conseil d'administration a fait procéder sur 2016 à des opérations de rachat d'actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité dont la gestion est confiée à un organisme indépendant. Le mandataire dispose d'un apport initial de 1,4M€ et de 4 862 titres.

Au 31 décembre 2016, le bilan de ces programmes de rachat d'actions est le suivant :

Nombre d'actions auto détenues (1)	57 458
Pourcentage du capital auto détenu	0,73%
Valeur nette comptable des titres auto détenus (€)	1 591 009
Valeur de marché des titres auto détenus au 31/12/16 (€) (2)	1 663 409

(1) y compris actions propres acquises dans le cadre des programmes antérieurs

(2) sur la base du cours de clôture du titre Sèche Environnement sur le mois de décembre 2016, soit 28,95 €.

1.1.6.3.3. Notes sur le compte de résultat

Note 12 - Produits des activités ordinaires

Note 12.1 ventilation par nature

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Chiffre d'affaires	444 737	460 910	478 257
<i>Dont vente de biens</i>	63 866	65 724	58 384
<i>Dont prestations de services</i>	380 871	395 186	419 873
Autres produits de l'activité	6 636	6 855	6 953
Transfert de charges	16 944	3 999	2 770
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	468 318	471 764	487 981

Note 12.2 – ventilation du chiffre d'affaires par typologie de déchets

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Traitement DD	271 391	265 686	296 520
Traitement DND	173 346	195 224	181 737
<i>Dont CA IFRIC12</i>	8 115	6 581	4 225
TOTAL	444 737	460 910	478 257

Note 13 – Excédent Brut d'Exploitation

Note 13.1 Composition de l'excédent brut d'exploitation

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	468 318	471 764	487 981
Achats consommés	(68 909)	(66 962)	(66 435)
- Achats stockés	(41 426)	(38 298)	(38 103)
- Achats non stockés	(27 483)	(28 664)	(28 332)
Charges externes	(176 790)	(169 662)	(181 396)
- Sous-traitance	(104 118)	(102 970)	(105 623)
- Charges de location	(18 366)	(17 479)	(18 568)
- Entretien et réparation	(20 433)	(16 073)	(20 789)
- Assurances	(5 232)	(6 837)	(6 903)
- Autres charges externes	(28 640)	(26 303)	(29 513)
Impôts et taxes	(35 207)	(38 498)	(37 557)
Charges au titre des avantages de personnel	(105 276)	(108 536)	(113 526)
- Frais de personnel	(103 516)	(106 518)	(111 488)
- Participation et intéressement	(1 697)	(2 109)	(1 999)
- Cotisation IFC	(63)	91	(39)
- Rémunérations en actions	/	/	/
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	82 135	88 106	89 066

Les services extérieurs concernent principalement la sous-traitance (transport, filière Amont, exutoire).

Note 13.2 - Contrats de location simple

(en milliers d'euros)	TOTAL paiements minimaux futurs actualisés (contrats non résiliables)				Charges de l'exercice (contrats non résiliables)	TOTAL paiement sous-loc
	TOTAL	- 1 an	De 1 à 5	+ de 5		
Immobilisations incorporelles	168	14	56	97	41	/
Terrains	2 712	276	1 073	1 363	314	/
Constructions	5 233	677	2 589	1 967	2 011	/
Installations techniques - outillages industriels	18 809	2 573	8 003	8 233	5 925	/
Matériels de transport	567	304	263	/	759	/
Installations agencements	/	/	/	/	/	/
Matériels et mobiliers de bureau	176	71	105	/	97	/

Note 14 – Résultat opérationnel Courant

Note 14.1 Composition du résultat opérationnel courant

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	82 135	88 106	89 066
Charges de renouvellement des actifs du domaine concédé et charges de réhabilitation des sites de traitement	(10 038)	(9 705)	(10 405)
Autres charges et produits opérationnels	(1 273)	(1 849)	(1 923)
- Autres charges opérationnelles	(1 343)	(1 937)	(2 060)
- Autres produits opérationnels	70	88	137
Dotations nettes aux provisions	(1 807)	(329)	(1 480)
- Dotations aux provisions	(3 742)	(3 099)	(4 220)
- Reprises de provisions	1 935	2 770	2 740
Dotations nettes aux amortissements	(33 463)	(35 643)	(40 902)
- Dotations aux amortissements	(33 463)	(35 643)	(40 902)
- Reprises d'amortissements	/	/	/
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	35 554	40 580	34 356

Note 14.2 Dotations nettes aux provisions

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Dotations nettes aux provisions suivi trentenaire	(1 185)	(246)	(1 263)
Dotations nettes sur actif circulant	(278)	342	(167)
Dotations nettes autres provisions opérationnelles	(344)	(425)	(50)
Total	(1 807)	(329)	(1 480)

Note 14.3 Dotations nettes aux amortissements

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Dotations nettes aux immobilisations incorporelles	(3 357)	(3 379)	(3 831)
Dotations nettes aux immobilisations corporelles	(30 103)	(32 255)	(37 062)
Amortissement charges à étaler	(2)	(9)	(9)
Total	(33 463)	(35 643)	(40 902)

Note 15 – Résultat opérationnel

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	35 554	40 580	34 356
Réévaluation des immobilisations	/	/	/
Résultat sur cessions d'immobilisations (1)	4 831	(281)	36
- cessions d'immobilisations incorporelles	/	(117)	/
- cessions d'immobilisations corporelles	4 831	(247)	36
- cessions des titres consolidés	/	84	/
Dépréciation d'actifs	(123)	/	(66)
- sur goodwill	/	/	/
- sur autres immobilisations incorporelles	/	/	/
- sur immobilisations corporelles	(123)	/	(66)
Effet des regroupements d'entreprise (2)	/	(626)	(698)
Autres (3)	(7 433)	(1 145)	(7 432)
RESULTAT OPERATIONNEL	32 829	38 528	26 196

(1) Sur l'exercice 2014, le Groupe a perçu une indemnité d'assurance au titre de sa garantie « dommages aux biens » de 8,0 millions d'euros faisant suite à l'incendie et la destruction de son centre de tri de Changé, dont la valeur nette comptable s'élevait à 3,5 millions d'euros.

(2) Les sommes enregistrées sur la ligne « Effets des regroupements d'entreprise » correspondent :

- En 2015 aux sommes engagées pour la concrétisation des regroupements d'entreprise Séché-Kanay, Séché-Sodicome et Séché-Moringa.
- En 2016 aux sommes engagées pour l'étude de regroupements d'entreprise Séché dont le pôle déchets du Groupe Charier.

(3) Les sommes enregistrées sur la ligne « Autres » correspondent principalement:

- en 2014 :
 - Pour -8,4 millions d'euros, aux surcoûts d'exploitation supportés par Senerval pendant le mouvement social intervenu entre le 21 mars 2014 et le 12 juin 2014, ayant paralysé les outils de Strasbourg-Senerval, la société étant tenu à une obligation de service public pour le traitement des tonnes en provenance de la Collectivité Urbaine de Strasbourg et des Etablissement Publics de Coopération Intercommunal
 - Pour + 1,3 million d'euros à l'indemnité pour le préjudice subi par Valaudia du fait de la résiliation de la délégation de service public qui lui avait été confiée ;
 - Pour – 0,4 million d'euros aux coûts de fermeture et de cession définitive du site

d'Izeaux.

- en 2015, aux coûts engagés par le Groupe pour la gestion contractuelle de la délégation de service public de Strasbourg-Senerval, rendue complexe par la présence d'amiante sur les outils mis en délégation.
- en 2016 :
 - Pour -0,7 millions d'euros, aux coûts engagés par le Groupe pour la gestion contractuelle de la délégation de service public de Strasbourg-Senerval, rendue complexe par la présence d'amiante sur les outils mis en délégation ;
 - Pour - 4,1 millions d'euros au montant contesté de taxe foncière redressée sur la société Séché Eco-Industries au motif de l'incorporation dans les bases des alvéoles de stockage. Ce redressement est contesté par la société pour la part du redressement portant sur les alvéoles intégralement remplies et, à hauteur de 50% pour la part des alvéoles de Déchets Non Dangereux ;
 - Pour – 2,1 millions d'euros aux dépenses réalisées ou engagées au titre d'un plan de performance visant à l'optimisation des fonctions d'encadrement.

Note 16 – Résultat financier

Note 16.1 Décomposition du résultat financier

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	576	423	312
Coût de l'endettement financier brut	(14 014)	(11 879)	(10 299)
Autres produits et charges financiers	(597)	(660)	(755)
Total	(14 035)	(12 116)	(10 742)

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Passifs financiers au coût amorti	(12 630)	(10 857)	(9 857)
Résultat sur instruments de couverture	(1 384)	(1 022)	(442)
COUT ENDT FINANCIER BRUT	(14 014)	(11 879)	(10 299)

En 2016, le cout de l'endettement financier net évolue principalement sous l'effet d'une diminution des charges financières, compte tenu de la baisse du coût moyen de la dette, en lien avec les opérations de refinancement opérées en 2014 et 2015.

Note 16.2 Détail des autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Résultat de change	(20)	(64)	(46)
Résultat net sur cession d'immobilisations financières	(3)	/	/
Dépréciations nettes sur actifs financiers	(322)	(397)	(540)
Autres produits et charges financiers	(253)	(198)	(170)
Total	(597)	(660)	(755)

Le résultat de change provient notamment des positions latentes sur les avances du Groupe vers ses filiales à l'international ne répondant pas à la définition d'un investissement net au sens d'IAS21. Le Groupe ne dispose pas à ce jour d'instruments ou de mécanisme de couverture sur son risque de change.

Note 17 - impôt

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Impôt exigible	(2 627)	(4 478)	(2 368)
Impôt différé	(4 465)	(3 993)	(8 163)
Total charge d'impôt	(7 092)	(8 472)	(10 531)

Le passage de l'impôt théorique au taux en vigueur à la charge d'impôt totale pour l'exercice s'explique comme suit :

(en milliers d'euros)

	2014 Retraité	2015	2016
Impôt théorique au taux en vigueur	(6 471)	(9 986)	(5 256)
Modification du taux d'impôt applicable à la mère (1)	(6)	(105)	(5 130)
Différence de taux d'imposition des filiales	(5)	971	164
Actifs d'impôt non constatés	(49)	(213)	(1 224)
Utilisation de pertes non activées antérieurement	37	/	327
Charges et produits définitivement non taxables	(596)	862	587
Charges d'impôt total	(7 092)	(8 472)	(10 531)

(1)Le taux d'impôt hors contribution sociale sur les bénéfices s'élève à 33,33%. Après application de la contribution sociale sur les bénéfices, le taux d'imposition du Groupe s'élève à 34,01 %.

Dans le cadre du Groupe d'intégration fiscale dont Séché Environnement est la mère, et qui regroupe l'ensemble des sociétés françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95% par Séché Environnement, il a été réalisé une économie d'impôt de 7,6 millions d'euros.

La baisse du taux d'impôt sur les sociétés en France de 34,43% à 28,92% telle que votée par la loi de finances pour 2017 à un impact négatif de - 5 millions d'euros sur le résultat du Groupe à fin 2016, lié à la revalorisation de la position nette d'impôt différés correspondant principalement à des déficits reportables. Cet impact exceptionnel, qui n'affecte pas la trésorerie, est présenté sur la ligne « *modification du taux d'impôt applicable à la mère* » dans le tableau ci-dessus.

1.1.6.3.4. Gestion des risques financiers

Note 18 – instruments financiers évalués à la juste valeur

Les instruments financiers se répartissent de la façon suivante entre les différents niveaux de juste valeur :

(en milliers d'euros)	2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	/	1 164	273	1 436
Instruments de couverture	/	/	/	/
Autres actifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/
Actifs financiers	/	1 164	273	1 436
Dettes financières	/	329 783	/	329 783
Instruments de couverture	/	659	/	659
Autres passifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/
Passifs financiers	/	330 442	/	330 442

A titre de comparaison, la répartition de la juste valeur des instruments financiers du Groupe à la clôture des deux exercices précédents se décomposait comme suit :

(en milliers d'euros)	2014 Retraité				2015			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	/	1 555	253	1 808	/	1 402	253	1 655
Instruments de couverture	/	/	/	/	/	3	/	3
Autres actifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/	/	/	/	/
Actifs financiers	/	1 555	253	1 808	/	1 403	253	1 658
Dettes financières	/	271 653	/	271 653	/	321 077	/	321 077
Instruments de couverture	/	1 143	/	1 143	/	580	/	580
Autres passifs financiers évalués à la JV par le résultat	/	/	/	/	/	/	/	/
Passifs financiers	/	272 796	/	272 796	/	321 657	/	321 657

Titres disponibles à la vente

- Les titres cotés, évalués au cours de bourse à la date de clôture, sont considérés de niveau 1 ;
- Les titres non cotés, dont la juste valeur est déterminable sur la base de données observables, tels que l'évaluation d'expert indépendant, sont considérés de niveau 2 ;
- Les titres non cotés dont la juste valeur est déterminable sur la base de modèle d'évaluation (actualisation de cash flow futurs, multiple, etc.) sont considérés de niveau 3.

Instruments de couverture

La juste valeur des instruments de couverture utilisés par le Groupe (swaps, collars, swaptions, instruments mixtes) est déterminée sur la base de modèle d'évaluation utilisant des données observables (de taux, notamment), et est donc considérée de niveau 2.

Dettes financières

La juste valeur des dettes financières est déterminable sur la base de données observables (de taux), et est considérée de niveau 2.

Note 19 - Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un actif viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Ce risque provient désormais essentiellement des créances clients.

Le Groupe gère son risque de crédit lié aux créances clients par le biais d'une politique active de recouvrement de ses créances dans chacune des filiales françaises du Groupe. Cette politique s'appuie sur un logiciel centralisé permettant des relances formalisées et une information en temps réel des différentes parties prenantes. Une analyse des délais de règlement est également suivie mensuellement et toute dérive induit des actions correctrices.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. A la date de clôture l'exposition maximale au risque de crédit est la suivante :

(en milliers d'euros)	2014 Retraité			2015			2016		
	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL	NC	C	TOTAL
Actifs financiers disponibles à la vente	1 808	/	1 808	1 655	/	1 655	1 436	/	1 436
Prêts et créances financiers au coût amorti	6 872	1 038	7 910	6 946	868	7 814	7 033	761	7 794
<i>Actifs financiers non courants</i>	<i>8 681</i>	<i>1 038</i>	<i>9 719</i>	<i>8 601</i>	<i>868</i>	<i>9 469</i>	<i>8 469</i>	<i>761</i>	<i>9 230</i>
Créances clients et autres débiteurs	3 016	139 127	142 143	34 520	140 341	174 861	43 082	159 549	202 631
Autres actifs courants (yc. créances IS)	51	29 162	29 213	3 452	24 165	27 617	1 843	28 719	30 562
<i>Prêts et créances au coût amorti</i>	<i>3 067</i>	<i>168 289</i>	<i>171 355</i>	<i>37 972</i>	<i>164 505</i>	<i>202 478</i>	<i>44 926</i>	<i>188 268</i>	<i>233 194</i>
Instruments de couverture actifs	/	/	/	/	3	3	/	/	/
Autres instruments à la JV par le résultat	/	/	/	/	/	/	/	/	/
<i>Actifs financiers à la JV par le résultat</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>/</i>	<i>/</i>	<i>/</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	/	38 756	38 756	/	30 640	30 640	/	16 732	16 732
Total Actifs financiers	11 748	208 083	219 830	46 574	196 017	242 591	53 394	205 761	259 155
Composante dérivée des OCA	/	/	/	/	/	/	/	/	/
TOTAL	11 748	208 083	219 830	46 574	196 017	242 591	53 394	205 761	259 155

Les produits, charges, profits ou pertes de valeur constatés en 2016 dans les états financiers au titre de ces actifs financiers correspondent quasi exclusivement aux produits liés à la gestion des valeurs mobilières de placement.

Note 20 - Exposition au risque de contrepartie

Le risque de contrepartie correspond à la perte que le Groupe pourrait supporter en cas de

défaillance des contreparties à leurs obligations contractuelles. Il porte sur les prêts et créances au coût amorti (de nature financière ou opérationnelle) et sur les placements des excédents de trésorerie.

La balance âgée des prêts et créances au coût amorti se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	2016				
	Valeur nette (C et NC)	Dont non échu	Dont échu		
			0-6 mois	6 mois-1 an	Plus d'un an
Prêts et créances financières au coût amorti	7 794	7 794	/	/	/
Clients et autres débiteurs	202 631	181 396	14 673	2 357	4 205
Autres actifs	30 562	29 644	11	12	895
TOTAL	240 987	218 834	14 685	2 369	5 100

La balance âgée des prêts et des créances au coût amorti à la clôture des deux exercices précédents se décomposait comme suit :

(en milliers d'euros)	2015				
	Valeur nette (C et NC)	Dont non échu	Dont échu		
			0-6 mois	6 mois-1 an	Plus d'un an
Prêts et créances financières au coût amorti	7 814	7 814	/	/	/
Clients et autres débiteurs	174 861	147 322	19 432	4 306	3 801
Autres actifs	27 617	27 440	/	/	177
TOTAL	210 292	182 576	19 432	4 306	3 978

(en milliers d'euros)	2014 Retraité				
	Valeur nette (C et NC)	Dont non échu	Dont échu		
			0-6 mois	6 mois-1 an	Plus d'un an
Prêts et créances financières au coût amorti	7 910	7 910	/	/	/
Clients et autres débiteurs	142 143	112 815	25 922	1 608	1 798
Autres actifs	29 213	26 514	2 000	12	687
TOTAL	179 266	147 238	27 922	1 620	2 485

Le Groupe estime n'être exposé à aucun risque significatif en terme contrepartie.

Note 21 – Exposition au risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

Il assure une gestion centralisée des financements. Un reporting de trésorerie est mis en place, permettant une vision glissante des besoins court, moyen et long terme du Groupe en termes de financement. La quasi-intégralité du financement est assurée de façon centralisée et l'équilibre des sources de financement (marché des capitaux, marché bancaire) est également

piloté de façon centralisée.

Au 31 décembre 2016, les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Flux de trésor contractuel	- 1 an	De 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	317 209	351 734	35 982	266 027	49 724
Dettes de location financement	9 861	10 263	2 876	6 829	558
Autres dettes financières	1 158	1 158	1 135	/	23
Concours bancaires courants	1 554	1 554	1 554	/	/
Dettes fournisseurs et autres créiteurs (yc dettes IS)	185 708	185 708	183 269	2 439	/
Passif de renouvellement	9 966	9 966	9 966	/	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	525 457	560 383	234 782	275 295	50 305
Instruments de couverture	659	659	22	637	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DERIVES	659	659	22	637	/

A titre de comparaison, les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysaient de la façon suivante en 2015 et 2014 :

(en milliers d'euros) – 31 décembre 2015	Valeur comptable	Flux de trésor contractuel	- 1 an	De 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	310 196	350 517	34 140	244 505	71 873
Dettes de location financement	9 910	10 517	2 525	7 100	892
Autres dettes financières	774	774	739	/	35
Concours bancaires courants	197	197	197	/	/
Dettes fournisseurs et autres créiteurs (yc dettes IS)	179 287	179 287	175 194	4 093	/
Passif de renouvellement	9 874	9 874	9 874	/	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	510 238	551 166	222 669	255 698	72 800
Instruments de couverture	580	580	144	436	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DERIVES	580	580	144	436	/

(en milliers d'euros) – 31 décembre 2014 Retraité	Valeur comptable	Flux de trésor contractuel	- 1 an	De 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	263 645	301 270	36 805	195 272	69 193
Dettes de location financement	6 954	7 357	1 796	5 246	315
Autres dettes financières	913	913	578	301	34
Concours bancaires courants	141	141	141	/	/
Dettes fournisseurs et autres créiteurs (yc dettes IS)	169 177	169 177	164 239	4 938	/
Passif de renouvellement	10 705	10 705	10 705	/	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	451 536	489 563	214 264	205 757	69 542
Instruments de couverture	1 143	1 143	596	547	/
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DERIVES	1 143	1 143	596	547	/

Ratios de la convention de crédit bancaire et d'un contrat obligataire

La convention de crédit bancaire du Groupe signée le 12 mai 2015 ainsi qu'une des conventions obligataires est assortie d'un engagement de respect de deux ratios financiers calculés sur la base des comptes consolidés du Groupe. Le respect de ces ratios financiers est

apprécié deux fois par an sur une base annuelle pour les périodes closes au 31 décembre et au 30 juin.

Le non-respect de ces ratios est un cas de défaut qui rend exigible à la majorité des prêteurs le total des engagements dus.

Les ratios à respecter sont les suivants :

RATIOS	ENGAGEMENT
Dettes financières nettes / Fonds propres	⟨1,4
Dettes financières nettes / Excédent brut d'exploitation	⟨3,5

Etant entendu que, sur une base consolidée :

- les dettes financières nettes désignent le montant agrégé de l'endettement financier tel que figurant dans les comptes consolidés de Séché Environnement sous la rubrique « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit ou assimilés » et diminué des disponibilités et des valeurs mobilières de placement telles que figurant dans les comptes consolidés de Séché Environnement à l'exception des financements sans recours. Les financements sans recours désignent tout financement contracté pour financer l'acquisition, le déficit, l'exploitation, l'entretien ou la maintenance d'un actif ou projet et au titre duquel la personne à qui cette dette est due n'a aucun recours à l'encontre d'aucun membre du Groupe Séché Environnement pour le paiement de toute somme relative à ce financement et dont le remboursement résulte essentiellement de flux financiers correspondant aux fruits et produits de l'actif ou projet en question ;
- les fonds propres désignent le total des capitaux propres (part du Groupe)
- l'Excédent Brut d'Exploitation désigne le résultat d'exploitation consolidé avant déduction de l'ensemble des dotations nettes aux amortissements et provisions et des autres produits et charges d'exploitation.

Au 31 décembre 2016, le Groupe présente un gearing bancaire de 1,17 et un debt to earning bancaire de 3,13. Il respecte l'ensemble de ces ratios.

Ratios du second contrat obligataire

Le second contrat obligataire est également assorti d'un engagement de respect des deux mêmes ratios financiers calculés sur la base des comptes consolidés du Groupe. Le respect de ces ratios financiers est apprécié deux fois par an sur une base annuelle pour les périodes closes au 31 décembre et au 30 juin. Le non-respect de ces ratios est un cas de défaut qui rend exigible à la majorité des prêteurs le total des engagements dus.

Les ratios à respecter sont les suivants :

RATIOS	ENGAGEMENT
Dettes financières nettes / Fonds propres	⟨1,1
Dettes financières nettes / Excédent brut d'exploitation	⟨3,5

Etant entendu que, sur une base consolidée :

- les dettes financières nettes désignent le montant agrégé de l'endettement financier tel que figurant dans les comptes consolidés de Séché Environnement sous la rubrique « Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit ou assimilés » et diminué des disponibilités et des valeurs mobilières de placement telles que figurant dans les comptes consolidés de Séché Environnement à l'exception des financements sans recours. Les financements sans recours désignent tout financement contracté pour financer l'acquisition, le déficit, l'exploitation, l'entretien ou la maintenance d'un actif ou projet et au titre duquel la personne à qui cette dette est due n'a aucun recours à l'encontre d'aucun membre du Groupe Séché Environnement pour le paiement de toute somme relative à ce financement et dont le remboursement résulte essentiellement de flux financiers correspondant aux fruits et produits de l'actif ou projet en question ;
- les fonds propres désignent le total des capitaux propres (part du Groupe) à l'exception de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie concernant HIME ;
- l'Excédent Brut d'Exploitation désigne le résultat d'exploitation consolidé avant déduction de l'ensemble des dotations nettes aux amortissements et provisions et des autres produits et charges d'exploitation à l'exclusion, le cas échéant, de l'EBITDA du Groupe HIME-SAUR.

Note 22 – Exposition au risque de taux d'intérêt

La dette corporate portée par Séché Environnement, avant toute mesure de couverture, est à taux variable.

Afin de se protéger contre une hausse des taux d'intérêt et d'optimiser le coût de son endettement, le Groupe a recours à des instruments de couverture. Les instruments utilisés sont des swaps, des caps, des floors et des collars. Leur utilisation est directement gérée par la Direction financière du Groupe.

Le risque de taux est analysé à partir de projections de l'évolution de l'endettement financier sur la convention de crédit et sur l'échéancier des couvertures de taux :

- une variation à la baisse de 50 points de base des taux d'intérêt induirait un impact négatif sur les capitaux propres de 1,3 million d'euros ;
- Une variation instantanée à la hausse de 100 points de base des taux d'intérêt aurait un impact négatif de 0,6 million d'euros sur les charges financières du Groupe en 2016, sur la base de son endettement au 31 décembre et de son profil de remboursement à cette date.

Note 23 – Exposition au risque de change

Le risque de change auquel le Groupe est exposé provient :

- De la conversion à son bilan et à son compte de résultat des contributions des filiales étrangères hors zone euro. Ce risque est toutefois de plus en plus limité du fait de l'effort constant de recentrage du Groupe sur ses activités européennes en zone euro ;
- Du financement, par endettement bancaire libellé quasi exclusivement en euros, des investissements de ses filiales étrangères réalisés en monnaie locale (pour les filiales non considérées comme des investissements long terme à l'étranger).

L'évolution du résultat de change se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
Résultat de change zone Europe	(3)	(132)	52
Résultat de change zone Amériques	(17)	67	(98)
TOTAL	(20)	(64)	(46)

A ce jour, ce risque ne fait pas l'objet d'une couverture spécifique au niveau du Groupe.

1.1.6.3.5. Ventilation par zone géographique

Note 24 – Produits des activités ordinaires par Zone géographique

(en milliers d'euros)	2014 Retraité	2015	2016
France	446 976	448 391	466 798
Europe (hors France)	19 270	20 396	19 670
hors Europe	2 071	2 977	1 512
TOTAL PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	468 318	471 764	487 981

Note 25 – Actifs non courants par zone géographique

Au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	France	Zone europe (hors France)	Hors Europe	TOTAL
Goodwill	228 705	4 699	/	233 403
Actifs incorporels du domaine concédé	49 947	/	/	49 947
Autres immobilisations incorporelles	13 052	3	/	13 055
Immobilisations corporelles	183 421	3 265	574	187 260
Actifs financiers non courants	8 454	15	/	8 469
Participation dans les entreprises associées	521	/	2 364	2 885
Autres actifs opérationnels non courants	44 926	/	/	44 926
IDA	31 001	860	/	31 862
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	560 027	8 842	2 938	571 807

Au 31 décembre 2015

(en milliers d'euros)	France	Zone europe (hors France)	Hors Europe	TOTAL
Goodwill	226 758	4 699	/	231 457
Actifs incorporels du domaine concédé	48 637	/	/	48 637
Autres immobilisations incorporelles	12 016	5	/	12 021
Immobilisations corporelles	170 206	3 141	665	174 011
Actifs financiers non courants	8 587	15	/	8 601
Participation dans les entreprises associées	501	/	2 633	3 135
Autres actifs opérationnels non courants	37 972	/	/	37 972
IDA	38 818	1 249	/	40 067
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	543 495	9 109	3 298	555 902

Au 31 décembre 2014 Retraité

(en milliers d'euros)	France	Zone europe (hors France)	Hors Europe	TOTAL
Goodwill	222 906	4 699	/	227 604
Actifs incorporels du domaine concédé	44 720	/	/	44 720
Autres immobilisations incorporelles	11 445	9	/	11 454
Immobilisations corporelles	160 300	2 970	541	163 811
Actifs financiers non courants	8 666	15	/	8 681
Participation dans les entreprises associées	847	/	/	847
Autres actifs opérationnels non courants	3 067	/	/	3 067
IDA	42 424	1 540	/	43 964
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	494 375	9 233	541	504 148

1.1.6.3.6. Résultats par action

Le résultat par action présenté en pied de compte de résultat correspond au rapport entre d'une part le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère et d'autre part le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital social de la Société mère en circulation au cours de l'exercice, soit 7 798 789 actions.

Le Groupe ne disposant pas d'instruments dilutifs, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

1.1.6.3.7. Dividendes

Sur l'exercice 2016, Séché Environnement a procédé à la distribution de dividendes pour un montant de 7 412 489,95 euros, représentant un dividende par action de 0,95 € sans distinction du type d'action. Il est rappelé que les dividendes portant sur les actions propres, soit 52 355,40 € ont été comptabilisés en compte de report à nouveau.

Le Conseil d'administration du 1^{er} Mars 2017 a décidé de proposer à la prochaine Assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 7 464 845,40 euros, soit un dividende par action de 0,95 euro.

1.1.6.3.8. Transactions avec des parties liées

Les parties liées vis-à-vis desquelles le Groupe entretient des relations sont :

- les filiales non consolidées du Groupe, les entreprises associées : le Groupe n'entretient aucune relation significative avec ces parties liées ;
- les membres du Conseil d'administration et les membres du Comité de direction : leurs rémunérations (et avantages de toute nature) sont présentées dans le paragraphe suivant.

1.1.6.3.9. Rémunération des dirigeants

Les rémunérations des dirigeants et des dirigeants administrateurs se décomposent de la façon suivante :

(en euros)	2014 Retraité	2015	2016
Avantages à court terme	1 926 690	1 403 014	1 288 732
Avantages postérieurs à l'emploi	/	/	/
Paiements sur base d'actions	/	/	/
Total	1 926 690	1 403 014	1 288 732

1.1.6.3.10. Evènements postérieurs à la clôture

Nous n'avons pas eu connaissance de faits postérieurs à la clôture et susceptibles d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

1.1.6.3.11. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe sont les suivants :

en milliers d'euros	KPMG		RSM Ouest audit	
	2015	2016	2015	2016
Mission d'audit				
<u>Commissariats aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</u>				
- Séché Environnement	103	109	104	108
- Filiales intégrées globalement	230	229	167	178
<u>Services autres que la certification</u>				
- Séché Environnement	108	169	/	/
- Filiales intégrées globalement	/	3	/	/
Sous total 1	441	510	271	286
<u>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</u>				
- Juridique, fiscal et social	/	/	/	/
- Autres	/	/	/	/
Sous total 2	/	/	/	/
TOTAL	441	510	271	286

